M6189 - 1319 - 9,00 F

ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1319 - 15 octobre 1993 - prix : 9 F

LA JOURNÉE DU 12 OCTOBRE ET APRÉS ?

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

La journée du 12 octobre ET APRÈS ?

La journée de grèves et de manifestations du 12 octobre restera-t-elle sans lendemain ou bien sera-t-elle le point de départ d'une contre-offensive contre le plan Balladur, les licenciements programmés, la régression des prestations sociales et des salaires ?

Les travailleurs, pour leur part, ont répondu à l'appel des syndicats, autant que faire se pouvait vu le désordre dans lequel les appels aux grèves et aux manifestations ont été faits.

La CGT dit que l'unité n'est pas encore réalisée mais qu'elle est en marche. En marche, c'est beaucoup dire, mais pas encore réalisée c'est bien vrai.

La CFDT n'appelait pas pour le 12 mais pour le 15 et n'était présente que par des syndicats de base qui ont jugé à juste titre qu'ils devaient participer.

Marc Blondel, le secrétaire général de FO, a bien dit, le jour même à la radio, que cette journée était destinée à sensibiliser les travailleurs, à montrer qu'on pouvait réagir. Mais ce n'est qu'à une question directe du journaliste qu'il a répondu que, si le gouvernement ne comprenait pas, il faudrait recommencer, en ajoutant que, d'ailleurs, il avait rendez-vous le lendemain avec le ministre.

Mais les propos de la CGT comme ceux de FO ne masquent pas l'absence de détermination syndicale. Ce qui n'est pas fait pour donner aux travailleurs la confiance voulue pour entrer en lutte.

L'unité syndicale devient une excuse pour la CGT : si les autres ne sont d'accord que sur un peu, on en fait moins. Par exemple les syndicats des transports parisiens n'ont appelé qu'à deux fois 2 heures de grève là où les cheminots appelaient à 24 heures. Et on attend de se mettre d'accord entre syndicats pour annoncer aux travailleurs quoi faire après chaque "journée", au lieu d'annoncer à l'avance où l'on veut et où l'on doit aller.

A la CGT-FO, on va écouter ce que va dire le ministre au lendemain d'une démonstration puis, s'il ne dit rien, on verra ce que l'on peut faire plus tard. Tant pis si, d'ici là, la situation des travailleurs s'est encore aggravée et leur démoralisation aussi.

Eh bien non, les syndicats ne sont pas à la hauteur de ce qu'il faudrait. Une journée comme du 12 octobre peut effectivement être l'amorce d'une mobilisation. Elle peut montrer ce qu'est la force des travailleurs unis dans la lutte. Même avec des syndicats unis ou désunis, c'est l'unité des travailleurs qui compte.

Si les centrales syndicales étaient prêtes à annoncer à l'avance les prochaines journées de mobilisations partielles et générales, elles pourraient, elles en ont la force, donner confiance dans cette mobilisation et entraîner des couches de travailleurs de plus en plus larges dans la lutte. Elles pourraient entraîner les travailleurs des grandes entreprises mais aussi les millions qui travaillent dans des petites. Une grève générale ne se déclenche pas en appuyant sur un bouton, c'est certain. Mais elle se produit au terme de la généralisation de multiples luttes.

Beaucoup de travailleurs n'auront pas fait grève du 12 octobre, convaincus à juste titre qu'une seule journée, même réussie, ne ferait pas reculer le gouvernement et le patronat. Par contre, si les syndicats avaient présenté, et si les travailleurs avaient pu les croire, cette journée comme étant une première étape préparant d'autres journées ou semaines. Une journée préparant des luttes où il n'y aurait pas les transports en grève pendant que des centaines de milliers de travailleurs marchent à pied pour rejoindre malgré tout leur lieu de travail. Mais des journées ou des semaines où tous sont en grève. Alors les travailleurs pourraient croire de nouveau à la lutte et à ses possibilités. D'autant plus que, bien avant que la grève soit générale et illimitée, le gouvernement et le patronat auraient pris peur et reculé. Car ils ont les moyens de financer et de satisfaire les revendications essentielles des travailleurs.

Oui, il y a un virage à prendre, et ce virage les travailleurs devront l'imposer, d'abord aux directions syndicales avant de l'imposer au gouvernement et au patronat.

Arlette Laguiller

LO

LO

UNE JOURNÉE D'ACTION CONTRASTÉE MAIS RÉUSSIE

La journée du mardi 12 octobre a été perçue comme un succès même si, dans le détail, la mobilisation n'était pas au même niveau dans tous les secteurs de la classe ouvrière. Entre les 75% de grévistes des Télécoms ou les 55% de grévistes à la SNCF et les entreprises où il n'y a même pas eu d'appel à manifester, il y a eu toutes les variantes... Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cette diversité dans la réponse des travailleurs est aussi à l'image du manque de volonté affichée des directions syndicales de donner des consignes claires et précises...

On peut mesurer au niveau local les répercussions d'une telle indécision. Chez Alcatel-Telspace à Nanterre, appel commun CGT-FO mais aussi de la CFDT et de la CFTC. Chez Roussel-Uclaf, à Romainville, tous les syndicats ont appelé. Chez Rhône-Poulenc à Vitry, la CGT n'a pas appelé partout. A la Caisse Régionale d'Assurance-Maladie de Paris, la CGT des cadres appelait à 24 h, celle des employés à une demi-journée et FO n'appelait qu'à 17 h. A la Caisse d'Allocations Familiales (Paris), ni appel CGT, ni appel FO. Au siège du Crédit Lyonnais, FO a appelé seul à une demi-journée, mais il y eu des appels communs CGT-FO dans les annexes de Clichy et Manhattan. Chez Citroën à Saint-Ouen, pas de débrayages mais à Aulnay, tout le milieu de la CGT s'est retrouvé à la manifestation, des délégués et des travailleurs en plus grand nombre que d'habitude.

Mêmes contrastes en province. Dans la région toulousaine, par exemple, les cheminots ont été appelés à 24 h de grève. Il y a eux deux ou trois heures de débrayage chez Labinal, à l'appel de la CGT, chez Motorola, à l'appel de la CGT et de la CFDT, chez ABG-Semca et chez Heudebert à l'appel de la CGT. En revanche, aucun appel n'a été lancé aux 8 000 travailleurs de l'Aérospatiale.

Les manifestations ont regonflé ceux qui y ont participé. A Paris, la manifestation, dynamique, a regroupé 25 000 travailleurs. On a particulièrement remarqué les cortèges des travailleurs du secteur public où les syndicats s'étaient donné les moyens de faire de cette journée un temps fort.

Des entreprises importantes n'étaient représentées que par de petits groupes de travailleurs, des militants syndicalistes ou des gens proches qui avaient saisi cette occasion de manifester leur volonté de ne pas tout accepter et de réagir. Mais ces manifestants ont ressenti comme un encouragement le fait que des milliers de travailleurs soient ensemble dans la rue.

Dans ce cortège où la CGT était de toute évidence très largement majoritaire, FO était néanmoins très présente et visible. Les slogans dénonçaient les plans de suppression d'emplois, les menaces pesant sur le secteur public, l'insuffisance des salaires et la nécessité de la lutte.

Manifestations également toniques en province. Ainsi, à Toulouse, le matin, à la suite d'un appel de la CGT, l'UD-CFDT a appelé aussi. La manifestation a regroupé 2 500 à 3 000 personnes, pratiquement le double de participants par rapport à celle du 28 septembre dernier. Là aussi, le secteur public était largement représenté, plus de la moitié des manifestants avec leurs banderoles : CHR, SNCF, Impôts, etc. Les postiers ouvraient le cortège. Les facteurs de la recette principale et d'un autre secteur sont en grève depuis le 22 juin ! FO appelait le soir, à 17 heures. Sa manifestation a regroupé 300 personnes avec des banderoles de l'Aérospatiale, EDF, Air France. A Bordeaux, les manifestants, très nombreux, étaient 10 000 à l'appel de la CGT et de FO. Et 4 000 à Marseille.

MANIFESTATION À DEUX TEMPS À MONTBÉLIARD

Le 12 octobre, à l'appel de la seule CGT Peugeot, plus de 300 ouvriers se sont rassemblés devant l'auditorium où Calvet en compagnie du ministre de l'Industrie, Longuet, bavardaient sur l'avenir de l'industrie automobile.

"Calvet, licencieur, va te faire voir ailleurs", *"35 heures, pas de chômeurs"*, scandaient les manifestants.

Le cordon d'appariteurs empêchant l'entrée se dispersa au premier jet d'œufs pourris. Le cordon de policiers les reçut plus stoïquement. Les manifestants n'étaient pas mécontents qu'un petit groupe de tête mette de l'ambiance et qu'une petite échauffourée résonne aux oreilles de Calvet.

La deuxième manifestation eut lieu avec un groupe de 150 manifestants rassemblés à l'appel d'unions locales FO, le syndicat FO Peugeot n'ayant appelé à aucun débrayage.

Un cortège dynamique de quelque sept cents manifestants se dirigea vers la sous-préfecture, parcours traditionnel. Ce qui est notable, c'est que dans l'usine Peugeot, les petits groupes d'ouvriers qui avaient débrayé le 28 septembre ont entraîné cette fois trois à quatre fois plus de grévistes malgré la pluie battante.

Correspondant LO

LA GRÈVE À LA RATP (région parisienne)

Sur le réseau ferré (métro et partie du RER ne dépendant pas de la SNCF), l'appel à la grève du 12 octobre avait été signé par la CGT, FO et les syndicats autonomes (GATC, SAT et SAM). La CFDT appelait seulement au rassemblement à 13 heures devant la direction. Les revendications portaient sur les salaires, la défense du statut, ainsi que sur *"l'unicité de la RATP et du service public"* selon les termes syndicaux. Et enfin sur la nécessité de s'opposer au "plan quinquennal sur l'emploi".

Le préavis allait du 11 octobre au soir jusqu'au 13 au matin. Mais la CGT proposait 2 heures de grève en fin de service, pour ceux qui étaient du matin, 2 heures en prise de service, en "mixte", et 2 heures en fin de service, en nuit. Cela sous prétexte de permettre aux agents d'aller à la manifestation de 13 heures devant la direction.

Plusieurs conducteurs ont remarqué que cela ressemblait fort au "service minimum" que la direction voudrait imposer au personnel lors des grèves.

Ceci dit, dans le métro, la grève a été relativement bien suivie. Deux lignes étaient fermées, et une ne comptait que 4 % de roulants, à midi. Ailleurs le trafic était assuré entre 20 % et 50 %.

Il faut remarquer que dans bien des endroits les syndicats n'avaient pas vraiment préparé cette grève : peu de tracts, et le flou le plus complet sur les formes d'action. Dans les discussions, l'idée que 2 heures c'était un coup d'épée dans l'eau et qu'il fallait une vraie grève, revenait souvent.

Malgré tout, le fait qu'en 1993, il n'y avait pas encore eu de discussion sur les salaires, et l'inquiétude pour l'avenir, ont fait débrayer pas mal de monde. La manifestation devant la direction a été sensiblement plus importante que les fois précédentes (entre 1 500 et 2 000 personnes sans doute) et elle a rejoint le cortège général aux Invalides.

Sur le réseau routier (autobus), si dans l'ensemble la grève a été moyennement suivie, dans certains dépôts il semble bien qu'il y ait eu plus de 50 % de grévistes.

Si le public a probablement eu l'impression que les autobus roulaient, il faut savoir que bien souvent ceux qui fonctionnaient étaient conduits par des grévistes, mais qui faisaient grève à un autre moment !

Correspondants LO

LA MANIFESTATION DES POSTIERS À PARIS

A Paris, la journée a été largement suivie au PTT. Dans les bureaux de poste, le pourcentage de grévistes tournait autour de 60% et à peu près autant dans les centres de chèques postaux. Dans les centres de tri, entre 60 et 70% du personnel ont fait grève. Plus de 75% aux télécoms.

Alors que la manifestation syndicale interprofessionnelle commençait à 14 heures, les syndicats avaient appelé les employés des postes et des télécoms à manifester à 10 h 30. C'est à cette manifestation-là que les postiers étaient les plus nombreux. Plusieurs milliers d'entre eux se sont rassemblés devant le ministère des PTT.

Une partie est néanmoins restée pour manifester l'après-midi (la CGT les avait appelés à le faire à l'issue du cortège du matin). Mais dans le cortège général ils étaient évidemment beaucoup moins nombreux que le matin.

Ceux-là étaient en tout cas contents de manifester aussi avec tous les autres. Et à juste titre. Car les problèmes qui préoccupent les postiers, que ce soient l'inquiétude des employés de France-Télécom pour la sécurité de l'emploi que leur garantissait jusqu'à présent la fonction publique, le mécontentement des facteurs de Paris face aux réductions d'effectifs dans les bureaux, ou les économies de personnel et l'alourdissement du travail de chacun qui est le but de toutes les réorganisations en cours dans les services postaux, sans parler du problème des salaires, sont bien en réalité des problèmes aujourd'hui communs à tous les travailleurs.

France Télécom

UN BON AVERTISSEMENT

Dans le cadre de la journée du 12 octobre, France-Télécom avait sa propre journée d'action. Les travailleurs étaient en effet appelés à faire grève avant tout contre le projet ministériel de transformation du statut actuel de l'entreprise en société anonyme où les capitaux privés entreraient pour 49% des parts. L'appel émanait de l'ensemble des fédérations syndicales y compris la CFDT.

La grève de 24 heures a été très suivie. Dans le passé lors des journées d'action traditionnelles, le pourcentage de grévistes au plan national tournait souvent autour de 30% des 150 000 employés et une grève suivie à 50% était considérée comme une réussite. Cette fois la direction, elle-même, a annoncé 75% de grévistes.

Dans le plus gros centre de Paris, Archives, qui rassemble 1 500 personnes, la grève a été suivie à 80%. Le pourcentage de grévistes est monté jusqu'à 90 ou 95% dans certains centres.

La participation aux diverses manifestations parisiennes a été relativement importante. Les fédérations syndicales ne sont pas allées jusqu'à appeler à manifester tous ensemble... La CFDT avait sa petite manifestation à elle à 10 heures du matin et elle s'est abstenue de se joindre à celle qui était appelée pour l'ensemble des postiers à 10 h 30, devant le ministère, par les autres syndicats.

Celle-ci a rassemblé plusieurs milliers de participants – ce qu'on n'avait pas vu depuis longtemps –, dont de nombreux jeunes pour lesquels c'était la première manifestation. Du site Archives, nous étions venus à plus de 150, et nous nous sommes encore retrouvés à une bonne cinquantaine à 14 heures aux Invalides pour participer à la manifestation interprofessionnelle appelée par FO et la CGT.

Le fait que tous les syndicats appelaient a joué son rôle pour entraîner les hésitants dans la grève. Mais la principale raison de la mobilisation des travailleurs de France-Télécom réside dans leur inquiétude pour leur avenir, pour les garanties d'emploi liées au statut de fonctionnaires.

Correspondant LO

Air-France

UN MOUVEMENT BIEN SUIVI

Dans les ateliers de réparation d'Orly-Nord, la grève a été très bien suivie. Aux piquets de grève il y avait une centaine de travailleurs, plus de monde que d'habitude en une telle circonstance.

Très tôt, les portes avaient été cadenassées et les quelques non-grévistes, surtout des membres de l'encadrement, eurent des difficultés à entrer.

A 11 heures, devant le ministère des Transports, les travailleurs se sont retrouvés à un bon millier, venus des différents centres Air France de la région parisienne.

Les ouvriers de Roissy et du Bourget en étaient à leur troisième journée ou demi-journée de grève en quelques semaines, contre les plans de la direction. Mais la grève a été aussi bien suivie que lors des fois précédentes. Ce mardi 12 octobre, des travailleurs ont bloqué les accès à l'aéroport de Roissy, ceux de l'aéroport 2, celui d'Air France (et non pas ceux de Roissy 1, celui *"de la concurrence, pour ne pas ajouter aux problèmes d'Air France"*, comme l'avaient proposé certains syndicalistes, le 6 octobre).

Une grande partie des manifestants du matin (et parmi eux, cela a été remarqué, des retraités des ateliers) a tenu à rester pour participer à la manifestation de l'après-midi qui leur semblait plus importante, parce que regroupant des travailleurs d'autres entreprises et permettant ainsi de faire nombre pour montrer son mécontentement.

Correspondant LO

Chausson

PREMIÈRES RÉACTIONS APRÈS LE NOUVEAU PLAN DE LICENCIEMENTS

Le 17 septembre, à Paris, le représentant du ministre de l'Industrie promettait solennellement aux représentants syndicaux de Chausson : *"Rien ne sera fait ni initié avant que nous ayons une nouvelle réunion le 15 octobre, afin de discuter de l'avenir des 3 100 emplois restants"*.

Pourtant dès le 8 octobre les représentants syndicaux recevaient une convocation pour un conseil d'administration avec à l'ordre du jour les licenciements. Et le 11 octobre, un comité central d'entreprise était convoqué pour le 20 octobre avec l'indication du nombre de licenciements envisagés : de 661 à 957 selon les cas de figure, mesure qui devrait prendre effet dès la fin octobre, indépendamment de tout plan de redressement.

L'hypothèse basse consiste en 435 licenciements à Creil, 211 à Gennevilliers, 15 à Asnières. Et cela s'accompagnerait d'un jour de chômage par semaine et sans doute du passage en une seule équipe, ce qui se traduirait par une baisse de salaire pouvant atteindre 1 600 francs pour les ouvriers en équipe. A Gennevilliers, s'il n'y avait pas une augmentation des charges de travail à l'Emboutissage, peu probable, ce ne sont pas 211, mais 318 licenciements qui seraient prévus, avec chômage partiel pour les travailleurs restants.

Les illusions sont tombées d'un coup. A Creil, la hiérarchie à qui on avait fait des promesses s'est sentie flouée. Il faut dire que cette fois, la moitié des cadres et plus de la moitié de la maîtrise sont visés. Et il n'est même plus question d'épargner Gennevilliers.

Lundi 11, les assemblées du personnel, convoquées en passant dans les ateliers et bureaux, furent particulièrement massives à Creil. Au total, matin et après-midi, près de 1 100 personnes ont arrêté le travail et se sont rassemblées près d'une heure pour entendre les représentants des syndicats. On notait une présence nombreuse de la maîtrise et d'une partie des cadres, ainsi que des bureaux. La participation à la manifestation du 12 octobre à Beauvais fut décidée.

A Gennevilliers, l'ensemble de l'usine a participé massivement aux assemblées.

Le 12, à l'appel de tous les syndicats, 350 salariés de Chausson-Creil ont défilé dans Beauvais pour rejoindre la manifestation départementale, rassemblés derrière la banderole *"les travailleurs de Chausson en lutte"* de la dernière grève. Un cortège dynamique qui représentait presque le tiers de la manifestation départementale.

L'ensemble des syndicats du groupe Chausson a décidé d'appeler à une manifestation commune le mardi 19 octobre en direction de Matignon.

Les patrons de Chausson, Renault et Peugeot, avec la bienveillance du gouvernement, sont décidés à liquider les emplois restants, en réalisant un bonus financier de plusieurs centaines de millions de francs. Mais une partie du personnel a la volonté de vendre sa peau le plus cher possible.

Correspondant LO

DES PROFESSEURS CONTRE LE PORT DU FOULARD ISLAMIQUE EN CLASSE

Lounes / Gamma

Pour protester contre le fait que quatre élèves musulmanes portent le foulard islamique en classe, la grande majorité des professeurs d'un collège de Nantua (Ain) s'est mise en grève le mardi 12 octobre.

L'affaire a été déclenchée par un professeur d'éducation physique et sportive qui a refusé d'accueillir l'une de ces élèves dans son cours. Plutôt que de céder aux pressions administratives, le professeur a préféré suspendre son cours. Du coup, ses collègues ont commencé à manifester leur solidarité, et dans un texte remis au directeur, début octobre, plusieurs d'entre eux ont tenu à affirmer que *"le port du foulard met en cause la liberté des élèves, compromet leur sécurité lors de la pratique des matières scientifiques et de l'éducation sportive et physique, est discriminatoire à l'égard des jeunes filles et ségrégatonniste"*.

On se souvient de "l'affaire des foulards" déclenchée à Creil en 1989 par des militants intégristes qui voulaient obliger le proviseur et les professeurs du lycée à admettre en classe des adolescentes portant le foulard islamique. Lionel Jospin, alors ministre de l'Education nationale, avait demandé son avis au Conseil d'Etat. Celui-ci avait rendu en novembre 1989 un avis dit "nuancé"... qui en fait reconnaissait aux élèves *"le droit de manifester leurs croyances religieuses à l'intérieur des établissements"*. Dans la foulée, le ministère de l'Education nationale avait fait paraître une circulaire précisant *"les conditions dans lesquelles le port du foulard pouvait être autorisé"*. Il s'agissait d'une capitulation devant les intégrismes religieux de toute sorte car bien évidemment toutes les autorités religieuses de France et de Navarre avaient pris partie, au nom de la tolérance, de la liberté, et même de la lutte contre le racisme, pour le droit des élèves à porter le voile... c'est-à-dire pour le droit des parents intégristes d'imposer aux filles des pratiques rétrogrades, qui ne sont pas uniquement l'affirmation de l'appartenance à une religion, mais sont aussi le symbole d'un statut avilissant que l'on veut imposer aux filles et aux femmes.

Heureusement qu'il reste de nombreux enseignants pour continuer à réagir, comme ceux de Nantua.

S. F.

PROJET DE BUDGET 1994

DÉFICIT... SAUF POUR LA POUDRE AUX YEUX

Le projet de budget de 1994 dont la discussion vient de commencer au Parlement est à l'image de toute la politique du gouvernement : avantageuse aux possédants, défavorable aux plus démunis et recélant des tours de passe-passe politiciens.

Ainsi, en marge du projet, on vient d'annoncer que la diminution prévue de l'impôt sur le revenu démarrerait dès l'envoi du 1er tiers de 1994. Mais cette diminution, qui ne s'applique d'ailleurs pas à tous de la même façon, est compensée, et au-delà par l'augmentation de la CSG, par la hausse des taxes sur l'essence, etc., ainsi que par la hausse souvent explosive des impôts locaux. Au total les contribuables payeront beaucoup plus en dépit des discours rassurants.

Autre entourloupe : le projet de budget est basé sur une prévision de croissance de 1,4% alors que tous les pronostics annoncent 0,7%. Balladur n'est-il pas au courant ? Mais si. Seulement cela fait une différence. Avec une croissance forte (si l'on ose dire !) les rentrées fiscales – notamment les impôts sur les sociétés – sont plus importantes qu'avec une croissance faible. Le projet de budget annonce donc des rentrées plus fortes qu'elles ne le seront vraisemblablement. Ce qui permet de présenter un projet de budget "pas trop" en déficit. Le déficit réel sera plus important et connu seulement en fin d'année prochaine...

Cela dit le déficit est devenu colossal : 2 920 milliards de francs, presque 40% du produit intérieur brut. Et la charge de cette dette représente maintenant 14,4% des dépenses du budget ! La droite, on s'en souvient, avait vertement critiqué le précédent budget de Bérégovoy pour son endettement excessif. Mais Balladur bat largement Bérégovoy : la dette augmentera de 5,1% l'an prochain !

Rien que le décalage d'un mois dans le remboursement de la TVA au patronat va coûter 93 milliards supplémentaires qui s'ajoutent à tous les innombrables cadeaux qui se cumulent et sont la principale cause du déficit.

Malgré ce trou énorme une partie des députés réclament, sous prétexte "d'incitation à l'embauche", de "lutte pour l'emploi", de "mesures de relance de l'économie", de nouvelles diminutions de charges en faveur du patronat. Le trou du budget, ils s'en fichent ! Il ne faut d'ailleurs pas oublier que ce déficit enrichit ceux qui prêtent à l'Etat, financiers, industriels, et parfois de simples particuliers (pas les plus pauvres évidemment).

Et ceux qui travaillent pour payer ce trou énorme, jamais comblé, sont les mêmes qui travaillent pour les patrons. Exploités par le patronat, exploités par l'Etat. Trop c'est trop !

André VICTOR

Pour le patronat,

LA SEMAINE DE 32 HEURES ? UNE CHIMÈRE !

François Périgot, président du CNPF, a donné son avis sur la semaine de travail de 32 heures dans le quotidien économique *La Tribune Des-fossés* du 12 octobre dernier. *"C'est à contre-courant de l'histoire"*, *"C'est une idée généreuse mais idéaliste. C'est une chimère"*. Pour lui, d'ailleurs, même *"l'idée de partager le travail est une approche pessimiste, négative, malthusienne"*.

Périgot est contre la *"chimère"* d'une semaine de 32 heures qui deviendrait, comme il dit, *"un schéma national de travail pour les Français"* et serait alors trop contraignante.

En fait, les patrons privés veulent une totale liberté d'exploitation, entre autres, en matière d'horaires de travail. Ce que Périgot exprime en leur nom lorsqu'il déclare, dans la même interview, *"en revanche, je suis tout à fait partisan de la modulation des horaires"*. Une modulation que, d'ailleurs, bien des industriels pratiquent déjà, ou s'apprêtent à pratiquer. Par exemple, le développement des formules de *"congés sabbatiques"* obligatoires, avec ou pas d'"incitations financières" comme disent les patrons. Ou bien encore, chez Salomon, la semaine de trois jours – vendredi, samedi, dimanche – pendant six ou huit mois sous prétexte de *"saisonnalité"*. Sans parler des détachements de personnel, du temps partiel, du *"temps réduit"*, etc, etc. L'imagination des patrons se déchaîne pour trouver des formules plus souples les unes que les autres quant à la façon de faire travailler ou de mettre plus ou moins en chômage les salariés, avec amputation de salaire à la clé, évidemment.

Les déclarations de Périgot entendent rappeler fermement que le temps de travail est l'affaire des patrons, et seulement des patrons, 32, 39, 45 heures – ou pas d'heure du tout – de travail, selon les semaines, les périodes de l'année, quand ça les arrange, les capitalistes veulent rester, ou redevenir, entièrement libres de moduler l'horaire... et de négocier après, éventuellement, avec les organisations syndicales, pour faire admettre la situation aux travailleurs.

En évoquant toujours les "32 heures hebdomadaires", Périgot ajoutait *"ce n'est pas avec des expédients de ce type que nous arriverons à résoudre les problèmes de la société occidentale"*. Cela, au moins, est sûr. Car pour les travailleurs, la résolution des problèmes – comme il dit – passe d'abord par la mise en chômage définitif des gens de son espèce.

L. P.

Haïti

LES BANDES ARMÉES NE VEULENT PAS CÉDER LA PLACE

Gamma/Reus

Plusieurs centaines de manifestants, dont certains étaient armés, se sont massés lundi 11 octobre, devant le port de la capitale haïtienne pour s'opposer au débarquement de 250 soldats américains et canadiens. Ces soldats constituaient le premier contingent des 1 300 hommes qui, sous l'égide des Nations Unies, devaient soi-disant aider à une transition démocratique en Haïti.

L'envoi de cette force s'inscrivait dans le cadre des accords signés, en juillet dernier, entre le président Aristide en exil, et les militaires putschistes conduits par le général Cédras ; accords qui prévoyaient le départ de Cédras pour le 15 octobre et le retour en Haïti d'Aristide pour le 30.

Or depuis la signature de ces accords, l'armée et ses auxiliaires (les "attachés"), soutenus par tous les nostalgiques du duvaliérisme, n'ont cessé leurs provocations, faisant régner un climat de terreur parmi les partisans d'Aristide et multipliant les assassinats. Et cette tension s'est encore accrue au cours des dernières semaines, à mesure que se rapprochaient les échéances du mois d'octobre, avec des multiples manifestations des duvaliéristes dans les rues de Port-au-Prince, et des défis continuels lancés contre les décisions du nouveau Premier ministre, Malval, nommé par Aristide et qui est censé préparer la transition des pouvoirs (comme le refus d'évacuer la mairie de Port-au-Prince, le maintien de hauts fonctionnaires liés aux militaires à la tête de la télévision nationale ou d'organismes d'Etat...). Tout cela est d'ailleurs encouragé par les reculades à répétition de Malval, qui continue à prôner la "réconciliation nationale" et se prépare à amnistier tous les auteurs de "délits politiques" perpétrés depuis le coup d'Etat de Cédras.

Que ces quelques centaines d'hommes de main s'opposent aujourd'hui à sa politique, l'impérialisme américain l'a bien cherché. Depuis deux ans, les bandes armées n'ont pu se maintenir au pouvoir que parce qu'ils bénéficiaient de son soutien. Tant qu'ils rançonnaient la population, la terrorisaient et assassinaient ses militants, l'impérialisme US n'y trouvait pas grand-chose à redire ; il a composé avec cette armée et cette bourgeoisie médiocre mais arrogante, fermé les yeux sur ces agissements et leurs trafics de drogue.

Mais aujourd'hui que la population haïtienne est démoralisée, l'impérialisme américain voudrait bien prendre l'initiative de rétablir une façade démocratique, en ramenant un Aristide affaibli mais encore capable de faire illusion aux yeux des masses pauvres. Seulement l'armée et les bandes duvaléristes ne veulent pas céder la place et abandonner les avantages qu'elles en tirent. Et elles ont même le culot de chercher un soutien dans la petite bourgeoisie noire, en puisant dans la démagogie nationaliste et raciale, pour s'opposer aux représentants d'un impérialisme qui a occupé plusieurs fois leur pays dans le passé.

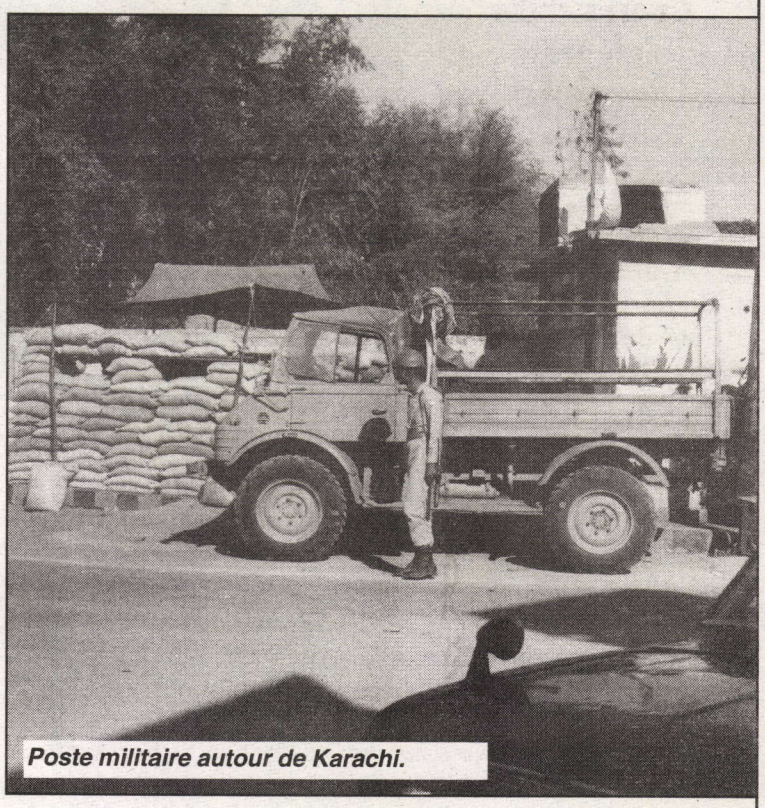
Quelle sera maintenant l'attitude des Etats-Unis ? On ne peut certes exclure que les dirigeants américains décident d'aller jusqu'au bout et interviennent militairement, comme ils l'ont fait, il y a quelques années, contre Noriega au Panama. Mais ils peuvent tout autant s'accommoder de la situation et se limiter à quelques mises en garde purement formelles, à la menace de rétablir l'embargo, en prenant prétexte par exemple qu'une partie de l'opinion publique américaine n'est pas chaude, après les revers de son armée en Somalie, pour se risquer dans une épreuve de force.

Roger MEYNIER

Pakistan

DERRIÈRE LE RETOUR DE BENAZIR BHUTTO, L'OMBRE DE L'ARMÉE

D'après les résultats presque complets connus à ce jour, le PPP (Parti du Peuple du Pakistan) de Benazir Bhutto aurait remporté les élections législatives nationales et provinciales qui se sont déroulées les 6 et 9 octobre.



Poste militaire autour de Karachi.

A l'Assemblée nationale, le PPP disposerait de 86 des 217 sièges, s'assurant ainsi le plus gros groupe parlementaire. Dans les provinces, qui disposent d'une large autonomie, le PPP aurait déjà le contrôle des deux principales provinces du pays (sur quatre) : une majorité absolue des sièges dans la riche province du Sind, bastion traditionnel du PPP; et une majorité relative, en alliance avec des partis régionalistes, dans la province du Pendjab, bastion traditionnel du PML (Ligue Musulmane du Pakistan) de Nawaz Sharif, le principal rival de Benazir Bhutto.

Il fut un temps où le nom de Bhutto – d'abord celui d'Ali Bhutto, jadis pendu par les militaires, puis celui de sa fille Benazir – représentait un certain radicalisme populiste et le refus de la dictature militaire, et incarnait les aspirations d'une fraction importante des classes pauvres du Pakistan. Et sans doute, il y a trois ans encore, Benazir Bhutto fut-elle déposée par une alliance de l'armée et du PML, 20 mois seulement après son accession au poste de Premier ministre.

Mais de ce radicalisme populiste, il ne reste plus grand-chose aujourd'hui. Car c'est également par l'armée que le principal rival de Bhutto, Nawaz Sharif, le leader du PML, a lui aussi fini par être déposé. C'est l'armée qui a "épuré" les organes gouvernementaux des milliers de fonctionnaires proches du PML qui y avaient été nommés (14 000 pour la seule province du Pendjab). Et c'est encore l'armée qui, aujourd'hui, apparaît comme ouvrant la voie au PPP, supervisant étroitement le déroulement des dernières élections et éliminant des centaines de candidats, rivaux potentiels du PPP, sous des prétextes divers – comme des factures d'électricité impayées par exemple.

Pour faire bonne mesure, c'est Benazir Bhutto elle-même qui délivre un certificat de démocratie à l'armée en déclarant que *"le bulletin de vote est redevenu l'arme qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être entre les mains des déshérités"*.

Même si le langage de Bhutto reste celui des droits de l'homme, de la démocratie, de la lutte contre la corruption de l'Etat et contre l'avidité des grands propriétaires, c'est l'armée qui restera maître du jeu, au moins tant que les masses elles-mêmes ne prendront pas leur sort en main. Mais de cela, Bhutto n'en veut pas.

F.R.

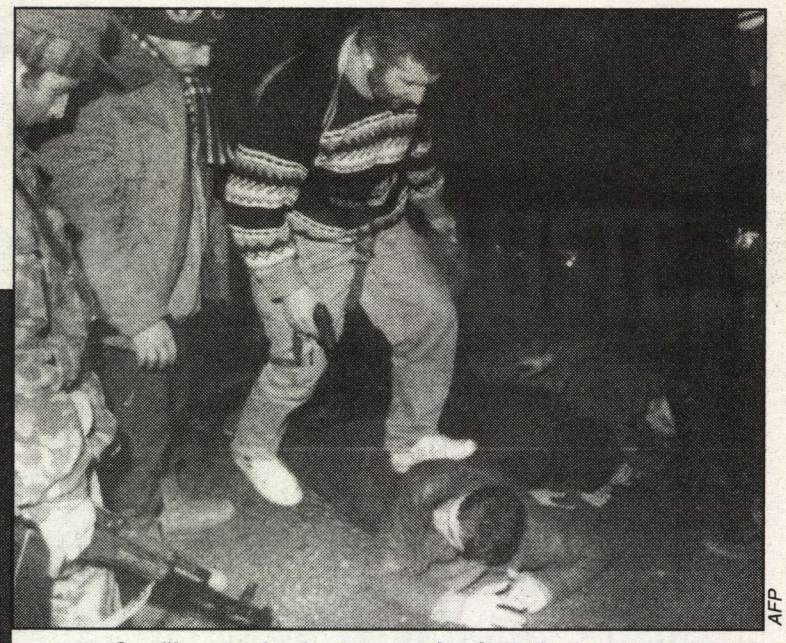
Géorgie

UN PAYS QUI S'ENFONCE DANS LE CHAOS LA GUERRE CIVILE ET LA MISÈRE

Il n'y a pas qu'en Russie que les sommets de la bureaucratie ex-soviétique règlent leurs comptes à l'aide des tanks : la Géorgie en fournit un exemple récent des plus sanglants.

Le dépeçage de ce pays et l'effondrement du pouvoir central y ont reçu un sérieux coup d'accélérateur avec la défaite des troupes gouvernementales face aux sécessionnistes d'Abkhazie.

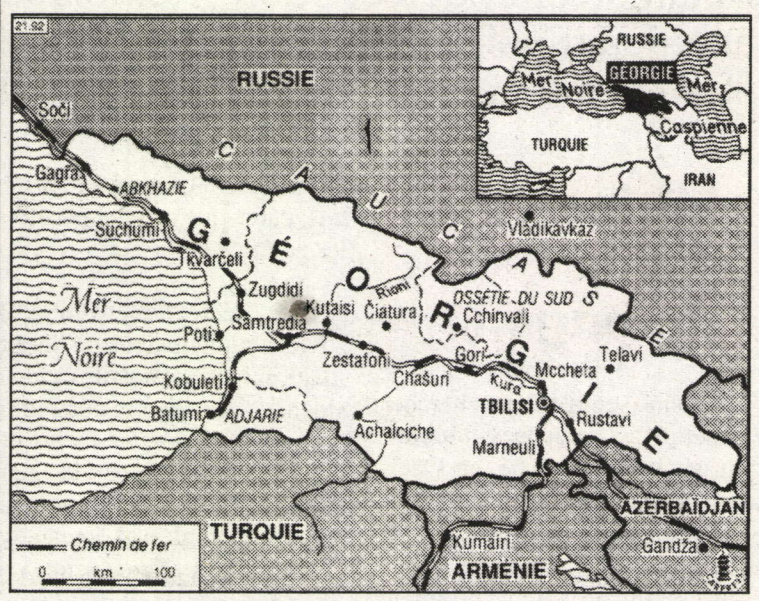
A peine entamée l'évacuation de l'Abkhazie, la dernière région de Géorgie ayant encore un accès libre à la mer –la Mingrélie– annonçait soutenir Gamsakhourdia, le rival de longue date de Chevarnadze, qui l'avait évincé de la présidence il y a deux ans.



AFP

Conflit entre factions opposées à Tbilissi en janvier 1992.

Gamsakhourdia alors qu'il était président.



Guerre civile et désintégration de l'Etat ne datent pas d'hier

En 1990 déjà, dans la capitale, Tbilissi, des fractions de l'appareil politique dirigeant (qui, alors, se revendiquaient unanimement de "l'indépendance" de la Géorgie et de sa "nation") se jetaient à la gorge les unes des autres.

Zviad Gamsakhourdia –fils d'un homme politique célèbre pour avoir, en son temps, combattu les bolcheviks– se tailla une popularité certaine par sa démagogie nationaliste musclée. Mais à peine se trouva-t-il élu président, avec 90 % des voix en mai 1991, que de toute part les coutures du pays craquèrent. Les dirigeants de l'Ossétie, au nord, de l'Abkhazie, à l'ouest, et de l'Adjarie, au sud-ouest, commencèrent à rompre les amarres les liant au "centre". Le fait –après l'effondrement de l'URSS, fin 1991– que les ordres viennent non plus de Moscou, mais de Tbilissi n'y changea rien. Au contraire, les cliques dirigeantes provinciales (un mélange entre la bureaucratie ex-soviétique locale, les clans traditionnels et les bandes mafieuses) en profitèrent, même dans les régions considérées comme peuplées majoritairement par l'ethnie géorgienne, pour tenter de mettre hors d'atteinte de Tbilissi "leur" région... et ses ressources.

Le "centre" ne fut pas épargné : quelques mois après l'élection de Gamsakhourdia, gouvernement, administration et armée éclatèrent entre pro- et anti-président, et après des semaines de combats de chars et d'artillerie dans la capitale, le président dut s'enfuir.

L'heure de Chevarnadze semblait avoir sonné. Lui, l'ancien patron de la Géorgie du temps de l'URSS, qui alliait une certaine aura internationale à des réseaux locaux d'influence hérités du temps où il dirigeait la police politique locale, allait sûrement ramener la cohésion du pays. Las ! L'Abkhazie prit les armes, l'Adjarie, sans le proclamer, se comporta en région indépendante, l'Ossétie du Sud réclama son rattachement à la Fédération de Russie dont fait partie l'Ossétie du Nord. Pis, une des plus riches provinces, la Mingrélie, entra en rébellion, Gamsakhourdia (le président déchu, qui en est originaire) l'ayant transformée en fief fortifié.

Il ne lui restait qu'à attendre que la rébellion en Abkhazie fasse son oeuvre en affaiblissant le pouvoir de Chevarnadze, pour se lancer les armes à la main –ce qu'il vient de commencer– à la reconquête de Tbilissi.

Ceux qui attisent la haine nationale

Pour Gamsakhourdia, Chevarnadze ou Ardzinba (ce haut bureaucrate, chef de la rébellion abkhaze), peu importe que leurs luttes se traduisent déjà par des dizaines de milliers de morts dans ce petit pays de cinq millions d'habitants. Peu leur importe aussi le sort des colonnes de réfugiés de "leurs" nations, qui, quand ils n'ont pas perdu la vie, se trouvent jetés sur les routes de l'exil, comme cela dure depuis des mois en Abkhazie ou en Ossétie.

Dans une Géorgie rendue exsangue par les guerres entre cliques bureaucratiques, à l'économie ravagée et en panne, avec un chômage qui touche une personne sur deux, il ne manque pas de démagogues pour tenter d'utiliser l'afflux de réfugiés, pour tenter d'arriver au pouvoir ou de s'y maintenir !

Les jeteurs d'huile sur le feu de Russie ou des républiques caucasiennes voisines de la Géorgie, qui ont envoyé des mercenaires et des armes dans cette région, se moquent bien que cela se retourne contre les importantes communautés russe ou arménienne de Tbilissi, sans parler des Tchétchènes, Kurdes, Azéris ou autres qui peuplent le pays depuis des siècles. Il y a malheureusement fort à parier que les nationalistes géorgiens risquent de désigner ces "étrangers" de Géorgie à la vindicte d'une population excédée par la brutale dégradation de ses conditions de vie et par les sacrifices matériels et humains qu'entraînent des mois, des années de guerres incessantes.

Les dirigeants militaires et politiques russes ont vu, dans la défaite géorgienne en Abkhazie, un moyen de rétablir leur contrôle sur cette région, tandis que les dirigeants nationalistes arméniens voulaient, en affaiblissant la Géorgie, pouvoir en détacher des morceaux jouxtant leur république.

Evidemment, cela ne coïncide pas vraiment avec les grands principes proclamés par les uns et les autres sur le respect des frontières et du droit des peuples. En revanche, cela mène tout droit en enfer les populations du Caucase, mais aussi de Moldavie, d'Asie Centrale, etc., bref de toutes ces régions de l'ex-URSS que transforme en terres martyrisées la soif de pouvoir et de prébendes de la bureaucratie.

Pierre LAFFITTE

RUSSIE, GÉORGIE, ET CEI

Avec une armée défaite et en débandade, avec des provinces ne reconnaissant plus son autorité, avec la fronde qui monte des rangs même du gouvernement, Chevarnadze semble affaibli comme jamais, à la merci d'une marche sur Tbilissi de son adversaire, l'ex-président Gamsakhourdia.

Or, au risque de relancer la grogne –au nom de l'honneur national bafoué– des nationalistes de son entourage, c'est le moment qu'a choisi Chevarnadze pour déclarer que la Géorgie... adhérait à cette Communauté des Etats Indépendants (CEI), dirigée par la Russie, et qui englobe toutes les républiques qui composaient l'URSS avant la Seconde Guerre mondiale.

Il faut dire que Chevarnadze n'avait guère le choix. Déjà, au plus fort de l'offensive abkhaze, il avait appelé la Russie à l'aide, acceptant in extremis –mais trop tard– de renier ce qui est le credo du nationalisme géorgien depuis 1991 – le refus de reconnaître des liens économiques, politiques et humains unissant le pays à l'ex-URSS. La défaite consommée, il avait juré que jamais, au grand jamais, la Géorgie n'entrerait dans la CEI. Et puis, dix jours plus tard, nouveau revirement.

Cette fois, en acceptant d'officialiser des liens qui, de toute façon, n'avaient pas disparu, Chevarnadze espère bien que Moscou viendra à sa rescousse. En lui livrant du gaz, du pétrole, du blé, des produits industriels ou de grande consommation auparavant fournis par l'URSS mais que la Géorgie se trouve incapable de produire ou de se procurer sur le marché mondial. En lui fournissant surtout l'aide des 15 000 soldats russes qui, stationnés sur le territoire géorgien, restent la seule force encore capable de s'interposer à une offensive militaire des hommes de Gamsakhourdia.

Comme les Eltsine et consorts semblent plus se méfier d'un Gamsakhourdia (allié à tous ceux, les dirigeants tchétchènes notamment, qui contestent Moscou dans le Caucase) que d'un Chevarnadze qui a fréquenté les mêmes sommets de la bureaucratie stalinienne qu'eux, cela sauvera peut-être la mise de Chevarnadze. Que cela contribue à restaurer un semblant d'ordre en Géorgie, voire dans le Caucase, n'est pas à exclure, mais c'est une autre histoire. En tout cas une histoire qui n'est pas encore écrite.

Russie

LE NOUVEAU VISAGE DU

Dissipée la poudre de la canonnade du Parlement, à Moscou, enterrées les victimes des combats entre pro- et anti-Eltsine, les dirigeants occidentaux ne veulent voir, dans la victoire du président russe sur ses opposants du Parlement, que la victoire de la démocratie.

"*Ce que nous soutenons, c'est un processus de réforme et de démocratisation*", affirme le ministre français des Affaires étrangères. Son homologue américain, lui, applaudit à "*l'établissement et (au) renforcement d'un système judiciaire indépendant*" en Russie. Cela, le jour même où Eltsine a dissous la Cour Constitutionnelle (nommée par lui, mais pas assez aux ordres à son goût). L'ironie du calendrier a dû échapper aux experts occidentaux en démocratie ! Tout comme celle d'un "*renforcement d'un système judiciaire indépendant*" qui s'accompagne d'un décret d'Eltsine transférant à un tribunal militaire les poursuites contre "*chaque organisateur, dirigeant et participant actif à l'émeute*".

Eltsine fait le ménage...

Eltsine semble donc chercher à mettre les bouchées doubles. Lui avait-on reproché, en Occident ou dans les cercles du pouvoir, en Russie, sa faiblesse ? Il met sous les verrous ses opposants les plus en vue ; il prolonge le couvre-feu à Moscou et la milice arrête des milliers de personnes ; il renforce son contrôle sur la presse, censure des journaux qui l'ont soutenu et interdit les autres ; il dissout les partis dont l'intitulé, de près ou de loin, évoque les mots "communiste" ou "socialiste" ou que le pouvoir a choisi de cataloguer comme tels, parce que cela lui permet de les neutraliser.

Les décrets pleuvent : les soviets municipaux sont dissous, majoritairement hostiles à la présidence ; les soviets des régions sont invités à faire de même et la présidence annonce la tenue simultanée d'élections municipales, régionales et législatives en décembre, afin de renouveler les organes du pouvoir jugés trop indociles à Moscou. En prime, Eltsine annonce et un changement de constitution (que les électeurs seraient invités à ratifier en décembre), et, d'ici là, le passage sous contrôle présidentiel des organes de pouvoir, là où ils ne sont pas encore dissous.

Blindé devant ce qui reste du Parlement. AFP

Restauration d'un pouvoir fort ?

La victoire d'Eltsine semble lui avoir donné les moyens et en tout cas la vélléité de se débarrasser de toute opposition, de rattraper le temps perdu pour asseoir son pouvoir et, à travers lui, tenter de restaurer un pouvoir central qui se délite depuis des années.

Comme par un coup de baguette (ou plutôt, de matraque) magique, cet Etat en déliquescence serait-il en train d'accomplir sa mue en un Etat fort, sinon en pouvoir quasi absolu ?

Formellement, en tout cas, rien ne s'y opposerait. Eltsine et son équipe disposent de tous les pouvoirs puisqu'ils ont suspendu et la Constitution et les organes censés la faire respecter. Dans la capitale, des tanks montent la garde, dans les provinces, des préfets ont pleins pouvoirs pour reprendre en main l'administration locale.

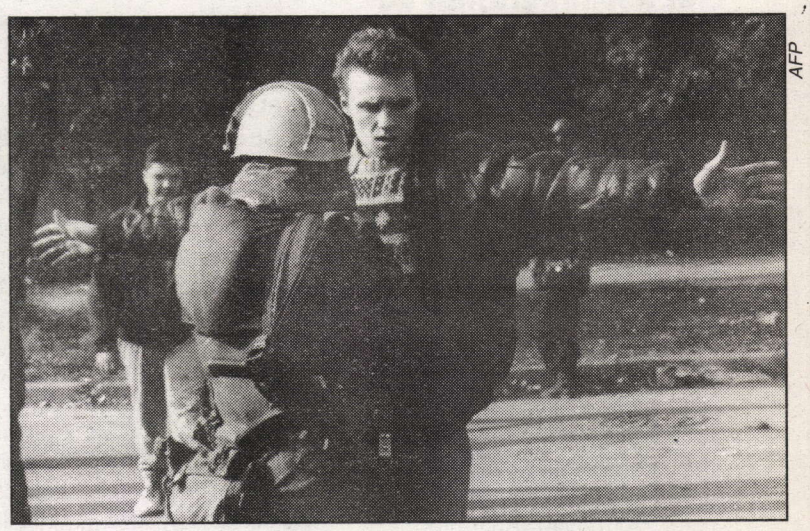
Le pouvoir et son ombre

Seulement, si telle est bien l'image que renvoient oukases et communiqués officiels, la situation réelle semble bien moins nette.

En province, là où Eltsine a affaire à une forte opposition persistante de la part des barons locaux de la bureaucratie, l'"invitation" faite par le président aux soviets régionaux de se saborder n'a eu aucun effet. Dans 22 régions, ces parlements locaux ont déclaré décliner cette "invite" et 33 ont annoncé ne pas reconnaître les décrets eltsiniens.

L'armée et la police ? Elles, ou plutôt certains de leurs détachements, ont donné la victoire à Eltsine. Mais dans quelle mesure celui-ci exerce son contrôle sur cette armée et cette police, ou sur les différents tronçons de celles-ci, car elles n'ont pas échappé au sort de l'ensemble de l'appareil d'Etat ?

Plus le temps passe et plus les détails qui transpirent sur les derniers événements montrent que le Kremlin était inquiet en ce qui concerne la position de l'armée. Le journaliste du quotidien *Le Monde* rapporte que "*les lignes téléphoniques de l'état-major ont été coupées à partir du 23 septembre, à la suite d'une*



AFP

Fouille des passants, à Moscou, dans le secteur du Parlement.

SOVIETS ET POUVOIR CENTRAL

Ces fameux "soviets" (conseils, en russe) qu'Eltsine veut dissoudre n'ont – évidemment, et depuis longtemps – rien à voir avec les soviets d'ouviers, de soldats et de paysans de la Révolution d'Octobre, mais sont les organes d'administration du pouvoir local de la bureaucratie

Formellement, à l'échelon régional ou local, ils sont l'équivalent de ce qu'était le Parlement à l'échelle de la Russie. Comme lui, ils ont été élus, en 1989-90, lors de scrutins à candidatures multiples mais où les candidats du parti alors unique détenaient l'écrasante majorité. (Mais à l'époque, même les prétendus "démocrates" eltsiniens étaient membres de ce parti).

Dans les régions, et plus encore les vingt et quelques républiques autonomes reconnues de Russie, ces "soviets" sont à la fois le parlement et l'exécutif de la bureaucratie locale et disposent d'un pouvoir réel, sans commune mesure avec l'absence de pouvoir qui était celle du Parlement. Eltsine, lorsqu'il supplanta Gorbatchev, fin 1991, déclara haut et fort "geler" les élections devant renouveler ces soviets, afin de s'en concilier les membres. Depuis, ceux-ci n'ont cessé de renforcer leur autonomie, refusant de plus en plus souvent les lois de Moscou et, surtout, de lui reverser une part des impôts ou des revenus d'exportation des richesses locales.

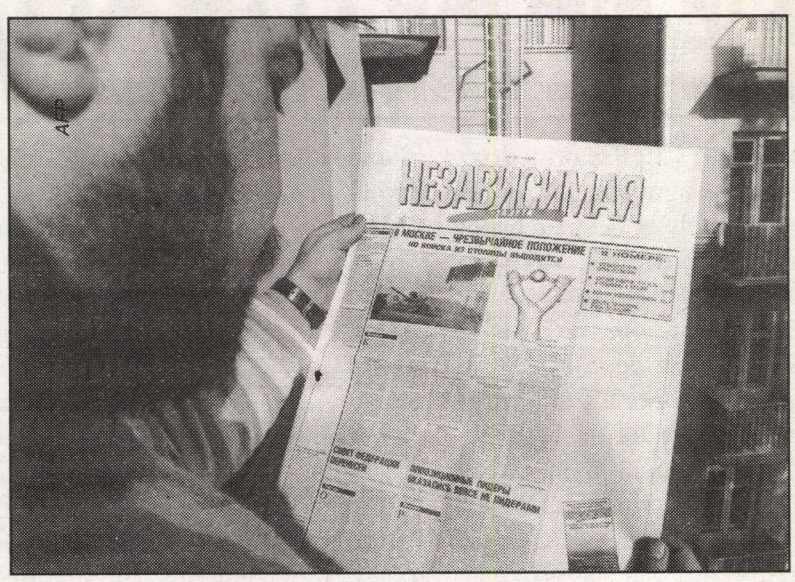
Eltsine a, à plusieurs reprises, tenté de copiloter les régions en adjoignant aux soviets locaux des gouverneurs, puis des préfets. Quand ceux-ci n'ont pas fait cause commune avec leurs "administrés" contre le "centre", ils ont parfois été tout simplement ou tenus à l'écart, ou expulsés de la province par les "députés" du "soviet", peu soucieux de laisser le "centre" contrôler leurs affaires... et le pillage auquel ils se livrent sur "leur" région.

POUVOIR ELTSINIEN

panne "technique". En réalité, un dispositif de filtrage et de surveillance avait été mis en place", les commandants des divisions étant isolés, sauf pour ceux qui détenaient un numéro secret spécial. Des officiers et des soldats se sont laissés désarmer par les manifestants anti-eltsiniens, voire les ont rejoints. A propos même des quelques unités ayant participé à la répression, on apprend maintenant qu'il y a eu des désertions, que les détachements qui ont combattu ont plus dû à la faiblesse de leurs adversaires qu'à une discipline et à une efficacité réelles de pouvoir l'emporter.

Alors peut-être, malgré tous ces obstacles, Eltsine disposera d'un répit qui lui permettra d'utiliser sa victoire récente pour tenter de remettre de l'ordre dans les multiples rouages de la bureaucratie, pour imposer son pouvoir, un pouvoir central incontesté, aux détachements civils et militaires de cette bureaucratie éclatée en fiefs semi-indépendants.

Force est de constater que, si cela devait en prendre le chemin, cette voie serait tout sauf démocratique.



Un journal russe qui vient de paraître avec des "blancs" dus à la censure.

De nouveau contesté au sommet ?

Mais il est remarquable, alors même qu'Eltsine semble désormais pouvoir gouverner sans conteste, que l'on voie se dessiner au sein de sa propre équipe des divisions.

Ainsi, Chakhraï, vice-Premier ministre, fidèle parmi les fidèles - disait-on - et chargé à ce titre de mater les régions, vient de protester contre les mesures... d'Eltsine à leur encontre. Le fait que l'on parle d'élection présidentielle anticipée et que Chakhraï se pose en candidat – y compris contre son "patron" – y est sans doute pour beaucoup. Tout comme les récentes prises de position, contre Eltsine, d'un autre "eltsinien", Sobtchak, maire de la seconde ville du pays, Saint-Pétersbourg, et candidat lui aussi à la présidence, et que l'on a vu, au plus fort de la crise ouverte entre Eltsine et le Parlement, chercher à apparaître comme un arbitre entre les deux camps.

C'est l'avenir qui dira si l'on assiste ou non à la réédition de ce qui s'était passé, après l'élimination de Gorbatchev, quand les seconds d'Eltsine, le vice-président, Routskoï, et le chef du Parlement, Khasboulatov, avaient commencé à se dresser contre son pouvoir.

P.L.

AFP

Occupation militaire de l'agence Tass.

Communisme

Une campagne de Lutte Ouvrière

Face à la montée des idées réactionnaires et à la régression sociale qui sévit à l'échelle mondiale, Lutte Ouvrière tient à affirmer la valeur des idéaux communistes et de l'internationalisme.

Cet engagement se traduira par une série de meetings d'Arlette Laguillier et une campagne d'affiches.

Au moment où les attaques contre la classe ouvrière dans le monde entier se font de plus en plus dures, au moment où les gouvernements occidentaux se bousculent pour applaudir le soi-disant démocrate Eltsine, face aux prétendus conservateurs du parlement russe, au moment où l'ex-URSS s'enfonce dans la misère, l'injustice sociale grandissante et la désorganisation économique, tandis que les prétendants au pouvoir s'affrontent dans un combat dérisoire, il est essentiel de réaffirmer la valeur des idées qui, en Octobre 1917 et dans les années qui ont suivi, ont soulevé une partie du monde et redonné l'espoir à des millions de prolétaires.

Non, l'échec du stalinisme n'est pas l'échec du communisme, qui reste la seule perspective réellement humaine pour les hommes de notre époque.

Voici une première liste des villes et dates retenues pour les réunions publiques d'Arlette Laguillier :

- **Mercredi 3 novembre - Dijon**
- **Vendredi 5 novembre - Paris, à la Mutualité**
- **Dimanche 7 novembre - Lille**
- **Mardi 9 novembre - Lyon**
- **Mercredi 10 novembre - Grenoble**
- **Mardi 16 novembre - Angers**
- **Jeudi 18 novembre - Nancy**
- **Vendredi 19 novembre - Belfort**
- **Mardi 23 novembre - Marseille**
- **Jeudi 25 novembre - Toulouse**
- **Vendredi 26 novembre - Bordeaux**
- **Dimanche 28 novembre - Bourges**
- **Mardi 30 novembre - Orléans**

Nous publions ci-après les textes des affiches qui seront dès cette semaine le second support de cette campagne.

Tous nos amis et sympathisants sont invités à y participer.

Nous tenons à la disposition de tous ceux qui veulent nous aider, des affiches, que nous pouvons leur envoyer sur commande.

Vous pouvez prendre contact avec nos camarades là où des activités régulières sont organisées.

Nous rappelons qu'en matière d'affichage, une réglementation nouvelle restreint sensiblement les possibilités de collage – ce que nous déplorons – mais nous invitons les participants à respecter la législation en vigueur. L'important est que nos affiches soient vues et lues par ceux qui s'intéressent aux idées et à l'avenir.

Le communisme est une idée neuve, n'en déplaise à tous les cyniques et à tous les profiteurs de la société.

Alors rendez-vous à très bientôt, pour tous ceux qui croient aux idées, aux forces sociales, et à la marche de l'histoire.

Qui avait dénoncé au nom du communisme les crimes de Staline ?
Nous, les trotskystes, et nous en sommes fiers.

Lutte Ouvrière

Ce n'est pas le communisme qui a fait faillite en URSS, c'est l'idée qu'on pouvait renoncer à la révolution mondiale pour faire le socialisme dans un seul pays.
Le communisme n'a pas de patrie, c'est pourquoi il a toujours un avenir.

Lutte Ouvrière

Depuis que le capitalisme se réintroduit dans l'ex-URSS c'est le chômage, la disparition des protections sociales, le dépeçage de l'Etat par les anciens dirigeants.
L'avenir, dans l'ex-URSS comme dans le monde, appartient tou jours au communisme.

Lutte Ouvrière

Staline, Khrouchtchev, Brejnev furent les fossoyeurs du communisme. Gorbatchev et Eltsine sont les fossoyeurs de l'URSS et des derniers acquis de la Révolution.

Lutte Ouvrière

Staline imposait sa dictature pour défendre les privilèges de la nomenklatura.
Eltsine veut imposer la sienne et revenir au capitalisme au profit de la même minorité.
Pour les prolétaires, le seul avenir, c'est de renouer avec l'idéal communiste.

Lutte Ouvrière

Ce n'est pas le communisme qui meurt en Russie mais sa caricature sanglante.
Par contre, ce dont nous souffrons ici c'est bien du capitalisme en crise.

Lutte Ouvrière

L'idéal communiste existait avant l'URSS.
Il lui survivra.

Lutte Ouvrière

Grèce LES ÉLECTIONS SOUS LE SIGNE D'UNE FIÈVRE NATIONALISTE...

Le résultat des élections législatives de ce 10 octobre en Grèce est présenté comme une victoire de "la gauche". Le PASOK obtient la majorité absolue au Parlement ; son leader, Andréas Papandréou, prend donc sa revanche sur son vieil adversaire, Constantin Mitsotakis, qui l'avait évincé en avril 1990.

La politique d'austérité très dure pour la population travailleuse, menée depuis trois ans et demi par Mitsotakis et son parti conservateur, suffit sans doute, avec les divisions de leur camp, à expliquer qu'ils aient été battus dans ces élections. L'échelle mobile des salaires a été supprimée, le pouvoir d'achat des salariés a chuté de 20% en quatre ans, le chômage a fait un bond. Cette attaque s'est encore aggravée sous la pression de la CEE, dans le but officiel de réduire l'inflation et la dette publique. Des coupes claires sont prévues dans le personnel de la Fonction publique, les retraites doivent être gelées de 1993 à 1996...

Bref, rien d'étonnant à ce que les électeurs des classes populaires aient fait une réaction de rejet. Cela dit, Papandréou n'a pas une politique différente à proposer. Il n'a même guère fait de promesses en ce sens, sauf à parler vaguement d'une *"politique économique qui assurera la stabilité, le développement et la protection sociale"*. Aussi la campagne électorale a-t-elle consisté essentiellement en attaques personnelles et règlements de comptes entre les deux vieillards rivaux.

L'exploitation du nationalisme...

Mais le PASOK – sigle qui signifie Mouvement socialiste panhellénique – ajoute à son populisme un autre fonds de commerce politique. Inutile de chercher ce qu'il pourrait avoir de "socialiste", mais il a effectivement fait du nationalisme panhellène son drapeau. Papandréou a, d'ailleurs, aussitôt fait des déclarations dans lesquelles il était surtout question du *"redressement de la patrie"*, d'une *"politique nationale fière qui rétablira la dignité du pays"*.

La campagne électorale a été dominée par des déchaînements sur ce terrain. C'est d'ailleurs la surenchère nationaliste déclenchée par un ex-ministre du gouvernement Mitsotakis qui est à l'origine de la chute de ce gouvernement et des législatives, anticipées, qui viennent d'avoir lieu – Papandréou martelant pour sa part que *"l'Epire, la Macédoine, la Thrace, l'Egée et Chypre seront unies dans une ligne de défense non négociable"*.

... à la faveur de la dislocation de la Yougoslavie...

Depuis près de deux ans la quasi-totalité de la classe politique grecque exploite l'apparition de cette Macédoine ex-yougoslave sur la scène.

Sous-produit de la dislocation de la Fédération de Tito, cette République de Macédoine, la plus pauvre de la Fédération, ne comptant que 2 millions d'habitants, a proclamé son indépendance en septembre 1991. Dès les mois qui suivirent, un tollé s'éleva dans les milieux dirigeants grecs. Ce nom de Macédoine, ayant été celui d'un royaume grec célèbre... au IVe siècle avant Jésus-Christ, ferait partie du patrimoine éternel de la Grèce et les dirigeants de sa capitale Skopje seraient des usurpateurs...

Et les politiciens de tous bords (à l'exception notable du parti stalinien, le KKE), les centrales syndicales, de même que l'Eglise orthodoxe et la plus grande partie des intellectuels et des célébrités (telles que Mélina Mercouri ou Mikis Theodorakis) de se déchaîner. Selon eux, que la "République de Skopje" se permette de porter un nom et de reprendre un drapeau qui appartiendraient à la Grèce seule, recouvrirait de la part de ses dirigeants des visées territoriales sur la province grecque du même nom.

Les autorités ont "mis le paquet" pour des manifestations massives qui ont eu lieu à Salonique et à Athènes l'an dernier : organisation par les municipalités, transports gratuits, cloches des églises en branle... L'Eglise orthodoxe, Eglise d'Etat (la mention de la religion est obligatoire sur les cartes d'identité en Grèce !), contribue pour beaucoup à mobiliser la population, de même qu'à l'appui apporté par la Grèce à la Serbie de Milosevic. Le fameux "purificateur ethnique", Radovan Karadsic, qui est à la tête des Serbes de Bosnie, a été accueilli en ami par les autorités d'Athènes en juin dernier, patronné par l'Eglise et appuyé par les centrales syndicales et par Papandréou, qui l'a qualifié de... *"combattant de la paix"*.

Evidemment, la Grèce étant membre de la CEE, cette attitude fait un peu désordre. D'autant qu'elle s'accompagne d'une répression rampante contre les réfractaires à cette ambiance. Mais sans doute les Douze veulent-ils rester à douze au moins sur quelque chose : avec l'appui marqué de Mitterrand, la Grèce a obtenu jusqu'à présent que la Macédoine ne soit pas reconnue sur le plan international tant que ce mot figurerait dans son appellation (la République finalement admise à l'ONU en avril dernier n'a qu'un nom provisoire, "Ex-République yougoslave de Macédoine"...).

... et pour les seuls intérêts des hommes politiques

Dans cette affaire, on peut voir fonctionner une nouvelle fois l'engrenage des surenchères nationalistes. Chaque fois que le gouvernement Mitsotakis a fait mine, sous la pression de la CEE ou des Etats-Unis, de s'orienter vers un compromis avec les dirigeants macédoniens (dans ce cadre, il a même été imaginé que la République ait deux noms, l'un à usage interne, et l'autre pour l'extérieur !), à chaque fois, le PASOK de Papandréou, sans parler des courants de droite dissidents, l'a accusé de trahir la cause nationale. Maintenant, Papandréou annonce une politique étrangère "plus dure", intransigeante et refusant la discussion sur la question.

Papandréou peut mener une politique à court terme, rythmée par les péripéties de la concurrence politicienne, et pratiquer une fuite en avant sur ce terrain du panhellénisme. D'un autre côté, le fait que la Grèce soit appelée à présider la CEE à partir de janvier 1994 peut, en sens inverse, l'amener à rechercher quelque chose comme un compromis – ce que ses concurrents ne manqueraient pas de mettre à profit.

En tout cas, voilà une illustration de plus de la manière dont les politiciens bourgeois à la recherche de démagogies "porteuses" exhument des "questions" d'un lointain passé pour en faire des brûlots d'aujourd'hui.

Les conséquences terribles de ce genre de processus, on les voit à l'œuvre depuis plus de deux ans dans l'ex-Yougoslavie ; et les risques d'extension, on le voit aussi, vont bien au-delà de ses ex-frontières.

Christiane LE GUERN

... PROVOQUÉE PAR LES POLITICIENS

La région géographique appelée Macédoine, qui avait connu une dynastie grecque "glorieuse" aux temps de Philippe II et d'Alexandre le Grand (IVe siècle avant JC), a été peuplée, plusieurs siècles plus tard, par des Slaves. Elle a fait partie intégrante de l'empire turc, du XVe siècle jusqu'en 1913.

Objet de guerres entre pays balkaniques en 1912-1913, la région fut, une fois arrachée à cet empire turc en pleine décomposition, partagée entre la Grèce (Macédoine égéenne ou hellénique), la Serbie (Macédoine du Vardar) et la Bulgarie (Macédoine du Pirin). L'Albanie eut droit à un tout petit bout.

Entre les deux guerres, la partie attribuée à la Serbie n'était considérée que comme la "Serbie du Sud". La République de Macédoine fut constituée sur ce territoire après 1945, sous Tito, comme l'une des 6 républiques composant la Fédération yougoslave.

Espagne

LE PSOE ATTAQUE LES TRAVAILLEURS...

Le PSOE (le Parti Socialiste au pouvoir en Espagne) avait bien annoncé des changements au soir des élections de juin 1993 qui lui avaient donné une majorité relative. Mais les dirigeants du PSOE cherchaient plus à séduire sur leur droite, plutôt que sur leur gauche. Le nouveau ministre de l'Economie, Solbes, préparait une sorte de plan emploi, encore plus défavorable aux travailleurs que celui de son prédécesseur Solchaga, qui avait provoqué l'appel à une journée de grève suivie massivement le 28 mai 1992. C'est ce nouveau plan qui est en discussion actuellement.

Le gouvernement a décidé le gel des salaires des fonctionnaires. Alors que l'inflation officielle devrait dépasser les 5%, ils auraient 0% d'augmentation. L'argument du gouvernement étant que, lorsqu'on bénéficie de la sécurité de l'emploi, on doit déjà s'estimer heureux.

Pour les retraités, le gouvernement refuse d'indexer leurs retraites sur la hausse des prix.

Quant aux chômeurs, l'ensemble des indemnités devrait être abaissées, les durées de paiement raccourcies ; les indemnités de chômage ne seront versées que lorsqu'un licencié aura épuisé ses indemnités de licenciement. Et toute une série de mesures visent en fait à obliger les chômeurs à accepter n'importe quel travail dans n'importe quelles conditions, sous la menace de voir supprimer les indemnités de chômage. Alors qu'en 1994 un actif sur quatre se retrouvera au chômage, le gouvernement prévoit de s'en prendre à tous ceux qui, ne touchant plus d'indemnités chômage ou touchant des indemnités insuffisantes, cherchent à s'en tirer en travaillant "au noir".

On comprend les réactions du syndicat patronal, la CEOE, dont le vice-président, Arturo Gil, déclarait début septembre que le pacte lui paraissait une proposition *"motivante"*.

Et c'est le même Arturo Gil qui, interrogé sur les contreparties que le patronat compte donner, répondit : *"Le patronat a peu de marge de manœuvre et le blocage des salaires demandé aux travailleurs sera compensé ainsi : par rien ; par l'investissement et l'emploi futur."*

Ces déclarations sont faites au moment où dans le secteur dépendant du gouvernement (mines, aviation, audiovisuel) et aussi dans le secteur privé (SEAT entre autres) sont annoncés des milliers de licenciements. Le gouvernement socialiste aurait sans doute aimé un peu plus de compréhension de la part des patrons. Cela lui aurait peut-être permis de parvenir à la signature d'un accord avec les syndicats. Mais le patronat a l'habitude d'empocher sans remercier ses valets. Et c'est avec les mains bien vides que depuis plusieurs semaines le gouvernement tente de convaincre les syndicats ouvriers de signer un "pacte social", avant d'entamer les traditionnelles négociations d'accords d'entreprise.

La démarche du gouvernement n'est pas nouvelle. Depuis octobre 1977, date de l'approbation par tous les syndicats et par tous les partis politiques des accords dits de la Moncloa, il est devenu habituel que la discussion de ces "conventions" d'entreprise soit précédée par des discussions sur un pacte général conclu entre le gouvernement et les syndicats.

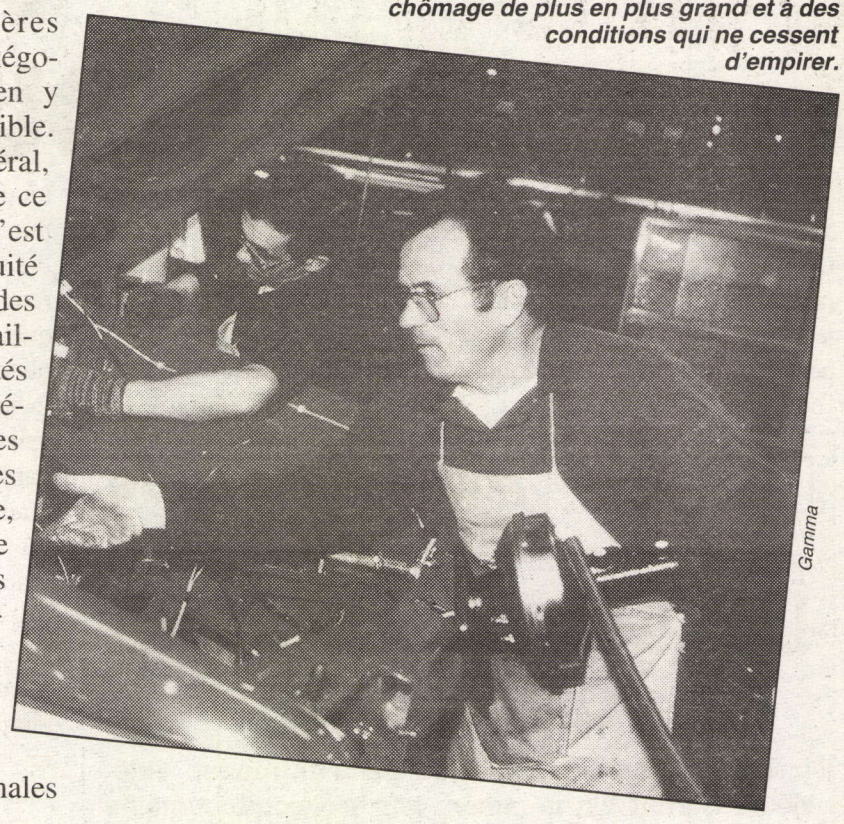
Cette fois les attaques contre les travailleurs étaient si évidentes que les Commissions Ouvrières (liées aux partis communistes) et l'UGT liée au PS ont jusqu'à présent choisi de ne pas donner leur caution à de telles propositions. Mais cela n'a pas empêché les représentants syndicaux de proposer un contre-plan de *"partage équitable des sacrifices"* et de *"relance de l'économie"*.

Et ce n'est finalement qu'à contrecœur que les Commissions Ouvrières (CC OO) ont quitté les négociations, entendant bien y revenir dès que possible. Leur secrétaire général, Gutierrez, explique que ce qui motive la rupture, c'est d'abord le manque d'équité dans la répartition des sacrifices entre travailleurs, chômeurs, retraités et patrons. Et ce que prévoient les dirigeants des Commissions Ouvrières en guise de riposte, c'est... une campagne de réunions, auprès des adhérents, et des manifestations.

Peut-être les dirigeants syndicaux vont-ils aussi organiser quelques journées nationales d'action ? Mais ce qui est certain c'est qu'ils n'ont pas le projet d'organiser une lutte d'ensemble de la classe ouvrière espagnole. Les Gutierrez, les Redondo et autres dirigeants syndicaux ont plus d'une fois montré leur sens des "responsabilités" vis-à-vis... du patronat et du gouvernement. Bien des travailleurs en Espagne ont d'ailleurs encore en mémoire comment, il y a cinq ans, les dirigeants des centrales syndicales s'étaient bien gardés de donner une suite à une journée de grève générale qui, le 14 décembre 1988, avait été si largement suivie qu'ils avaient craint qu'elle ne serve de point de départ à une véritable riposte. Et l'on avait vu Gutierrez et Redondo étouffer toute volonté de lutte sérieuse, alors que pourtant, le lendemain du 14 décembre 1988, jamais Felipe Gonzalez ne s'était montré si humble, et que jamais la presse n'avait publié autant de phrases justes sur "le monde du travail".

Alors, que vont faire les centrales syndicales espagnoles demain ? Vont-elles organiser quelques journées nationales d'action ? Le gouvernement rouvrira-t-il des négociations au niveau central ou bien s'oriente-t-on simplement vers une suite de négociations d'accords d'entreprise ? On ne le sait pas encore. Mais ce que les réactions des organisations syndicales montrent déjà, c'est que les travailleurs espagnols ne doivent pas se reposer sur elles pour organiser des luttes susceptibles de donner un coup d'arrêt à la politique du patronat et du gouvernement espagnols.

Les travailleurs sont confrontés à un chômage de plus en plus grand et à des conditions qui ne cessent d'empirer.



Gamma

... LES SYNDICATS LES LANTERNENT

Arc

Lors d'une manifestation de masse, en octobre 1991, dans les Asturies.

La Poste Paris 18e

LES FACTEURS EN LUTTE CONTRE LES RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS

Au bureau de Paris 18ème, la volonté de La Poste de restructurer les quartiers de facteurs ne passe pas. La majorité des facteurs s'est mise en grève à l'appel du Sud et de la CGT, lundi 4 octobre, pour y faire obstacle.

La direction a en effet décidé de réduire de 300 le nombre de facteurs sur Paris. Elle réorganise chaque année un certain nombre de bureaux parisiens, modifiant les quartiers et les horaires de travail.

A Paris 18, elle voudrait remplacer les quartiers de quatre facteurs par un nombre plus réduit de quartiers de cinq facteurs. Les 37 heures de travail hebdomadaire seraient réparties différemment. Jusqu'à maintenant les quatre facteurs d'un quartier travaillent tous les matins et un après-midi sur deux. Sur les nouveaux quartiers quatre facteurs travailleraient uniquement le matin et le cinquième travaillerait en mixte, c'est-à-dire en horaire de journée. Cette restructuration se traduirait par 38 suppressions d'emplois.

C'est ce qui ne passe pas, car chacun sait que, même si au début il y aura le même nombre de facteurs sur le bureau, au fur et à mesure des départs non remplacés, il y aura de plus en plus de travail, alors que les sacoches sont déjà plus que pleines et qu'il manque déjà 15 facteurs à l'effectif théorique.

En février dernier une restructuration semblable à Paris 9 avait déjà déclenché un mouvement de grève de deux semaines.

Et en cette rentrée, la nouvelle organisation du travail doit se mettre en place : à Paris 7, à Paris 12, à Paris 14. Dans ces bureaux, Sud et CGT ont appelé les facteurs à boycotter la répartition des nouveaux quartiers, ce qui fut fait bloquant ainsi pour l'instant la mise en place du nouveau système.

A Paris 18, c'est d'ici décembre que la direction compte le mettre en place et Sud, suivi de la CGT, ayant déposé un préavis de grève reconductible à partir du 4 octobre pour les seuls facteurs de Paris 18, 154 facteurs sur les 218 du bureau se sont mis en grève ce jour-là et une centaine d'entre eux l'est restée les trois jours suivants. A deux reprises, les grévistes se sont rendus en manifestation à la direction de Paris Nord et ils ont obtenu 6 réductions d'effectifs en moins.

Evidemment ça ne fait pas le compte, mais les facteurs de Paris 18 ne se voyaient pas continuer seuls contre une réorganisation qui touche les bureaux de poste les uns après les autres et la majorité a repris le travail vendredi.

Mais le 12, ils ont à nouveau débrayé, à plus de 200, avec les autres collègues du bureau et avec des milliers d'autres postiers.

Correspondant LO

Une postière en grève, le 12 octobre

LO

RATP

Aux ateliers de Championnet

LA GRÈVE DES NETTOYEURS CONTINUE...

Les nettoyeurs employés par l'entreprise extérieure Challancin entament leur troisième semaine de grève (voir LO semaine dernière). Vendredi 8 octobre, ils se sont rendus à une cinquantaine en manifestation au siège de la société Challancin dans le 11ème arrondissement. Ils accompagnaient un camarade menacé de licenciement (un de plus) sous le prétexte que celui-ci travaillerait dans deux entreprises... Au début, le patron rigolait et avait même installé une télévision pour passer une cassette. Vers 21 heures, il ne rigolait plus, déclarant même que si la justice lui donnait tort, il réintègrerait le chef d'équipe licencié !

Samedi matin, le piquet de grève apprenait par l'huissier la convocation des grévistes à 11 h 30 au palais de justice, le patron voulant que la grève soit déclarée illégale. La grève était déclarée légale, le fond de l'affaire ne pouvant pas être jugé.

Malgré toutes les manœuvres des patrons, RATP et Challancin, la grève continue et le moral est bon chez les grévistes.

Reglain / Gamma

INTERDISEZ LA ROUTE AU CAPITALISME

Des chauffeurs d'une grosse entreprise de transport se sont mis en grève, près de Bordeaux, contre la mise à pied d'un routier pour *"non respect du délai de livraison"* qui lui était imposé. Ils protestent contre *"les journées de 14 ou 15 heures et parfois plus"* et ont écrit ce slogan : *"Nous refusons d'être des assassins de la route"*.

Dans le Loiret, l'entreprise, responsable d'un terrible accident sur l'A6 s'étant vu retirer ses autorisations de transport longue distance, est en liquidation et ses 85 salariés licenciés.

Les patrons ne laissent-ils que ce choix aux routiers : être des assassins ou bien des chômeurs ? Et travailler à un rythme normal, ils ne connaissent pas ?

CCP Marseille

LA GROGNE DES "BOULISTES"

Avec le développement d'une informatisation de plus en plus poussée la direction répand la légende selon laquelle il n'y aurait plus besoin de papiers, de dossiers.

Allant jusqu'au bout de sa logique, la direction a envoyé à la cave tous les dossiers des salles des Structures Modulaires où se traitaient un certain nombre d'opérations souvent complexes.

La cave est mal éclairée, mal aérée et très poussiéreuse. La sécurité en cas d'incendie est minimum d'autant que le couloir d'accès est encombré de chariots contenant des sacs de papier à recycler.

Aux CCP ce sont les "boulistes", dont les salaires sont parmi les plus bas de la Poste, qui doivent, au moyen de lourds chariots, assurer l'acheminement du courrier, des titres, des caissettes remplies de chèques et des différents documents entre les services.

Maintenant c'est une véritable noria qui est mise en place entre les "bureaux sans papier" et la cave pour rechercher, transporter et classer... les papiers qui sont indispensables à la tenue des comptes. Il faut, à la demande, sortir les dossiers pour les envoyer dans les services et les reclasser à leur retour. Il n'est pas rare de devoir en plus classer à l'intérieur des dossiers différents documents (prélèvement d'office, procurations) qui peuvent être établis à tous moments de la journée. Ce surcroît de travail incombe dans sa totalité aux "boulistes".

Face au surcroît de travail qui consiste à fournir en papiers le bureau dit sans papier la grogne des boulistes monte. Et c'est tous ensemble qu'ils se sont retrouvés il y a une quinzaine de jours dans le bureau du chef de centre, pardon, future privatisation oblige, du "Directeur production CCP et qualité", pour exiger une définition écrite de leurs attributions.

Le directeur a finalement répondu une semaine après, par écrit, mais en tournant si bien sa lettre que cela risque d'être au désavantage des boulistes. Et le mécontentement continue de s'accumuler.

Correspondant LO

Tourco Angers

GRÈVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Tourco est une entreprise de la métallurgie qui fabrique des embrayages et des freins. Elle appartient à un groupe américain, Dana, qui a vu, l'an dernier, ses bénéfices multipliés par trois.

L'usine d'Angers est passée en trois ans de 169 salariés à 120, ce qui n'a pas empêché la direction de nous imposer du chômage partiel.

Le 29 septembre dernier, la direction annonçait cinq licenciements, dont deux secs. A l'appel de la CGT, le jour même, les 60 travailleurs de la production se sont mis en grève. Le lendemain, l'assemblée générale des grévistes décidait de reconduire la grève et de bloquer complètement la production. Une seule revendication : pas de licenciement sec.

Nous décidons alors d'aller tous ensemble à l'usine du Mans qui fait partie du groupe, où des licenciements sont programmés pour décembre, afin de nous adresser aux autres travailleurs. L'accueil chaleureux des camarades du Mans a encore renforcé notre détermination. Nous avons alors décidé de nous adresser aux travailleurs de la zone industrielle où se trouve Tourco, par tract, au nom de l'ensemble des grévistes. Dans ce tract, nous expliquions la nécessité de ne pas rester isolés dans nos luttes contre les licenciements.

Lundi 4 octobre donc, nous avons bloqué la circulation d'une partie de la zone industrielle, devant l'usine, et distribué environ 2 000 tracts. Les échos que nous avons eus montrent que notre tract a bien circulé dans les usines alentour. Plusieurs militants syndicaux l'ont d'ailleurs affiché sur leurs panneaux.

C'est alors que le patron, devant notre détermination, a accepté d'entamer les négociations qui se poursuivront le lendemain. Au bout du compte, nous avons obtenu globalement satisfaction, puisque les deux licenciements secs sont remplacés par un départ en FNE et trois passages à mi-temps au volontariat. D'autre part, le patron s'est engagé à ne pas licencier pendant un an et environ la moitié des heures de grève a été payée.

Il y a bien sûr la suppression effective de cinq postes. Mais nous avons le sentiment d'avoir fait reculer le patron puisqu'aucun d'entre nous n'ira pointer à l'ANPE.

C'est donc avec le moral et la ferme intention de ne pas se laisser faire à l'avenir que nous avons repris le travail après cinq jours de grève. En attendant, nous avons décidé de rendre compte par tract des résultats de notre lutte aux travailleurs de la zone industrielle.

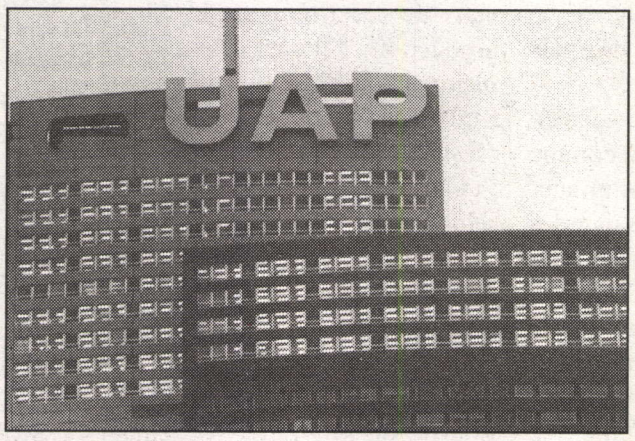
UAP

LES ASSURÉS FONT LES FRAIS DU CHÔMAGE

La presse a fait état des augmentations de cotisations décidées par les assureurs pour les contrats "perte d'emploi" souscrits lors de la signature de prêt immobilier. Ces hausses prendront effet pour la plupart le 1er janvier 1994.

A l'UAP, la direction a envoyé des courriers aux assurés pour les prévenir. Au moment du lancement de ces contrats en 1985, s'agissant d'une assurance facultative, l'UAP, pour attirer le client et *"pénétrer le marché"*, avait décidé de ne faire payer les cotisations qu'à 50% seulement de leur valeur. Mais le chômage ne cessant d'augmenter, l'UAP veut maintenant faire payer le plein tarif. Pour les assurés, cela veut dire le doublement de ce qu'ils payent actuellement et, comme la cotisation est calculée en pourcentage du capital emprunté, cela représente parfois des sommes conséquentes (1 000 à 2 000 F par trimestre par exemple).

Dans le service, pour les employés, cela se traduit par des centaines d'appels téléphoniques par jour. Dans sa lettre, la direction ne parlant que de pourcentage, c'est souvent à nous qu'il revient d'expliquer aux assurés que cela correspond au doublement de leur cotisation ! Evidemment, nombre



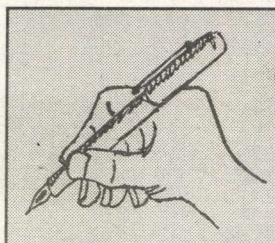
LO

d'assurés sont mécontents et aimeraient bien pouvoir dire à un directeur ce qu'ils pensent. D'autres s'interrogent sur la bonne santé de l'UAP : *"Si l'UAP augmente ses cotisations, c'est que ça ne va pas ; y-a-t-il eu des licenciements ? Y-en-a-t-il de prévu ? Des préretraites ?"*; d'autres encore se demandent si l'UAP ne va pas vouloir récupérer les 50% dont elle a fait "cadeau" pendant des années. Beaucoup parlent de la situation générale : *"Nous sommes taxés de partout : l'augmentation de la CSG, des impôts locaux et maintenant l'assurance"*. L'UAP prétendant que l'augmentation est due aux mauvais résultats du contrat, quelques-uns demandent à voir les comptes de la société. Plusieurs ont contacté des associations de consommateurs, la presse, la radio. Certains nous demandent s'il s'est créé une association contre ces augmentations.

Tout cela fini par faire du bruit et du coup la direction, par message informatique interne, s'est justifiée auprès des employés, l'image que cela donne de l'UAP l'embêtant visiblement.

Ce qui ne change rien pour les plus petits assurés qui se retrouvent devant le choix suivant : soit payer cette augmentation, soit résilier leur contrat...

Correspondant LO



Courrier des lecteurs

LES MISÈRES DE L'ANPE

J'avais perdu l'habitude d'aller à l'ANPE, d'abord parce qu'il n'y a presque personne pour s'occuper de nous, et puis il arrive qu'on perde une demi-journée en déplacements pour une offre proposée par l'Agence... déjà prise. Vraiment pas très encourageant ! Après maintes démarches infructueuses auprès des agences d'intérim et tellement peu d'annonces dans les journaux, je me décide à retenter ma chance à l'ANPE.

Je me retrouve donc le 14 septembre devant l'ANPE d'Aubervilliers, à 8 heures pour être parmi les premiers. L'ANPE ouvre à 8 h 30. Dès l'ouverture je me dirige vers les annonces d'offres d'emplois. (Il est indiqué que dorénavant celles-ci resteront constamment affichées). Rien, aucune offre. Lorsque je me renseigne, on me répond qu'elles ne sortent qu'à 9 heures. Je vais alors au service des stages et formations, lequel est fermé pendant une semaine. Lamentable ! Alors qu'il y a tous les jours de nombreuses personnes qui se déplacent uniquement pour cela. De plus, la photocopieuse, importante pour nos CV comme pour conserver renseignements et adresses, se trouve dans ce service.

Certains cherchent à consulter les offres d'emplois dans les journaux (*Figaro*, *France Soir*, etc.). On leur répond qu'ils n'arriveront qu'à 11 h 30. Tant pis pour ceux qui ne peuvent se les payer régulièrement. Car téléphoner pour une offre à 11 h 30, c'est bien trop tard. Il faut le faire dès 8 h 30-9 heures pour avoir une chance d'avoir un entretien. Démoralisée, dégoûtée, je reste quand même, ayant vraiment besoin de boulot : avec 1 500 F par mois des Assedic, on ne va pas loin.

A 9 h 15, on vient nous annoncer qu'il y a une panne informatique. Tant qu'elle durera les offres ne sortiront pas. Combien de temps va-t-il falloir attendre ? Dans la salle il y a déjà au moins trente personnes. L'employé qui s'occupe des offres veut quand même bien nous recevoir un par un. Je me retrouve 10ème et passe à 9 h 45, ressors dix secondes plus tard. Tout ça pour entendre qu'il n'y a rien en tant qu'opératrice de saisie, que d'ailleurs ça n'existe presque plus. *"Avez-vous regardé dans les journaux ?"*...

Une lectrice de LO

Chers camarades,

Je suis ouvrier à Beauvais, au chômage depuis cinq ans, entrecoupé de périodes d'intérim et de CDD.

N'ayant pas de travail en ce moment, je suis allé lundi dernier à l'ANPE. Une annonce me convenait : chauffeur-livreur-magasinier-cariste. Ce n'était pas cher payé, mais pour une fois que je trouvais une petite annonce à l'ANPE...

Au guichet, l'employé : *"Vous avez le permis poids lourd, la licence de cariste, vous êtes magasinier P2 et vous êtes assez costaud pour porter des sacs de 50 kg comme demandé dans l'annonce, c'est bon"*. Et alors : *"Ah mais non ! Vous avez travaillé 11 mois dans les 18 derniers mois. C'est trop ! l'employeur veut des chômeurs longue durée, ayant travaillé moins de six mois, pour avoir droit aux exonérations de charges sociales"*.

Un coup je suis trop vieux (j'ai 40 ans), une autre fois je suis trop chômeur, et maintenant je ne le suis pas assez !

Que faut-il donc faire pour trouver un emploi ?

Un lecteur

Mines de potasse d'Alsace

LES ENFANTS DE GERMINAL

Mine Marie-Louise à Staffelfelden.

Haveuse universelle.

Après avoir vu *Germinal*, on pourrait se dire que c'est du passé et que les conditions de travail se sont grandement améliorées. La lutte des mineurs a amélioré leur vie à la surface (à commencer par le droit à la douche) ; ils ont obtenu des améliorations de salaire (ne plus être payés à la tâche) ainsi que l'interdiction du travail des femmes et des enfants au fond (bien que la majorité des mineurs d'aujourd'hui aient commencé leur carrière à 14 ans) et surtout un système de protection sociale, maladie, retraite.

Mais lorsqu'ils sont au fond, en taille ou au percement des galeries, ils vivent, comme il y a un siècle, les mêmes angoisses face au grisou dont on ne prononce pas le nom de peur de l'attirer, ou l'écroulement des galeries ou de la taille, dû aux pressions énormes qui s'y exercent, ou celui encore plus sournois de la silicose qui a réduit d'un tiers la vie de tous les mineurs exposés à la poussière de charbon. Ce n'est que lorsque cette maladie a été reconnue maladie professionnelle, ouvrant droit à une indemnité d'invalidité, que les Charbonnages se sont préoccupés de diminuer, non pas la poussière, mais le versement de cette pension, en faisant venir par milliers des ouvriers du Maghreb en contrat de 18 mois renouvelable si les poumons de ces mineurs étaient atteints de moins de 5%.

Aux Mines de Potasse d'Alsace (MDPA), il n'y a pas de silicose. La potasse est un dérivé du sel soluble dans l'eau, donc dans le corps. Mais comme il y a un siècle, nous descendons de 600 à 1 100 mètres chercher un minerai dans une température qui est de 50°, ce qui provoque des crampes de chaleur, des évanouissements. Comme dans toutes les mines, après la guerre, la mécanisation a fait son entrée, remplaçant la pelle et la pioche par des chargeurs, le mineur et sa dynamite par des "mineurs continus", sorte de robots qui percent des galeries. Le cheval a été remplacé par des engins diesel polluant l'air confiné des galeries de leurs gaz d'échappement. Loin d'apporter un soulagement, cette mécanisation a multiplié par 7 la productivité, par 7 la poussière. La chaleur des chantiers a augmenté. La dernière génération de machines, les "haveuses intégrales", a augmenté, en plus de la poussière, le niveau sonore (100 à 110 décibels autour de la machine).

Après la mécanisation, la course au profit a conduit la direction, comme dans n'importe quelle usine, à diminuer les effectifs. De 13 000 mineurs dans les années 1970, nous sommes aujourd'hui aux Mines de Potasse d'Alsace 3 000, avec une production sensiblement la même. Pour y parvenir, la direction exerce une pression à tous niveaux, invitant aux heures supplémentaires le samedi et le dimanche pour faire la production, négligeant les travaux de sécurité. Les pressions énormes des terrains continuent de faire leur œuvre, à la seule différence qu'aujourd'hui il y a moins de bras pour lutter contre. Conséquence, les terrains avancent. Par exemple, à Marie-Louise, puits de 350 mineurs de fond, pieds et têtes de taille s'effondrent, les galeries sont soufflées au sol, les 3,60 mètres de hauteur des galeries sont diminuées de moitié en quelques mois. Une climatisation installée pour diminuer la température d'un chantier a été inutilisable pendant sept mois parce que la galerie s'était refermée sur elle faute d'entretien. De plus en plus souvent des mineurs se retrouvent seuls dans les chantiers, dispersés dans les 60 km de galeries qui découpent la mine. Pour essayer de nous faire accepter ça, la maîtrise utilise l'ambiance générale de licenciements, du chômage, des bas salaires pratiqués ailleurs, et la fermeture prochaine de la mine. A la peur du mineur dans son travail, s'ajoute la peur de l'avenir, que la maîtrise essaie d'utiliser pour briser la solidarité dans les équipes, solidarité pourtant nécessaire à la sécurité de tous. Gare à celui qui ose mettre les travaux de sécurité avant la production ! Pour cette maîtrise, ce n'est que le fruit de la fainéantise, ou c'est du sabotage de l'entreprise qui serait, selon eux, déficitaire. Conséquence : 25 déclarations d'accidents du travail en juillet-août sur un effectif de 350 mineurs au puits Marie-Louise de Staffelfelden.

Quant à ceux qui vivent grassement du travail des mineurs, les banques à qui les MDPA versent des frais financiers énormes (30% de la masse des salaires), les différentes entreprises qui gravitent autour, dirigées bien souvent par des cadres ou ingénieurs de la mine, ou le trust chimique EMC qui mène une guerre économique au groupe allemand Kali und Salz (celui-là même qui a acheté pour les fermer les mines de Thuringe en ex-RDA), tous ces rapaces n'ont rien à envier à la soif de profit de la bourgeoisie du 19e siècle.

Mais n'en doutons pas, aux mêmes causes succèderont les mêmes effets. Contre la violence de l'exploitation, il faudra exploiter notre violence pour changer notre sort

Correspondant LO

Les tours de cochon de chez Naf Naf

Suite à une annonce d'offre d'emploi dans *France Soir*, nous étions plus de 140 jeunes par jour, sur quatre jours, à nous présenter. Cela juste pour quelques places de préparateurs de commandes à la société Naf Naf d'Epinay-sur-Seine. Plus de 500 personnes qui se sont succédé avec plusieurs heures d'attente pour 2 minutes d'entretien dans l'espoir d'une place. Pour s'entendre dire : *"Ici on travaille dur, on fait des heures sup', ici elles sont payées* (eh oui, ailleurs souvent elles ne le sont pas !), *on travaille le samedi et parfois le dimanche."* Le tout... payé au SMIC.

Des situations de ce genre sont de plus en plus fréquentes. Elles reflètent une situation de plus en plus grave du chômage.

Le chômage s'accentuant, ces messieurs les capitalistes se font toujours plus difficiles. Mais qu'ils ne se réjouissent pas trop. A force de se montrer arrogants envers tous ces jeunes que le patronat prive de travail ou sous-paie, ils pourraient préparer les retours de bâtons.

RAINING STONES

de Ken Loach

Le titre, *Raining stones* est tiré d'une phrase dite par l'un des personnages du film : pour les pauvres, *"il pleut des pierres tous les jours de la semaine"*. Il donne le ton de ce film qui raconte quelques jours de la vie d'un chômeur, dans un faubourg ouvrier de Manchester. Bob Williams n'a plus d'emploi régulier depuis longtemps. Sa femme non plus. Son copain Tommy non plus, comme beaucoup d'autres. Alors Bob et Tommy essaient de se débrouiller. Se débrouiller, cela veut dire accepter n'importe quel travail, comme celui de voleur de gazon occasionnel, ou de videur dans une boîte de nuit... Le cinéaste, Ken Loach, sait montrer la vie de tous les jours de ces ouvriers devenus chômeurs, qui justement n'arrivent plus à "se débrouiller", qui voient toutes les issues se fermer devant eux, et qui, tout en gardant leur dignité et, en apparence, de la gaieté, de l'humour et de l'énergie, se sentent en fait désespérés.

Bob n'a pas seulement ses problèmes habituels à résoudre. Dans peu de temps, sera célébrée la communion de sa petite fille de sept ans, et il veut que pour ce jour de fête elle ait une belle robe neuve, et tous les accessoires qui vont avec : chaussures vernies, gants blancs et voile... Sa femme et le curé essaient de lui faire entendre raison, mais Bob ne les écoute pas et "se débrouille", cette fois, en empruntant de l'argent à une société de crédit. Ken Loach en profite pour montrer comment, avec la pauvreté, reviennent les usuriers : la société de crédit a revendu la reconnaissance de dette à l'un d'eux, qui vient terroriser la femme et la fille de Bob, pour l'inciter à rembourser plus vite...

Ken Loach a choisi cette fois encore de montrer les milieux populaires, en proie à leurs difficultés quotidiennes, aggravées par la crise, le chômage. Comme il l'avait déjà fait dans un de ses films précédents, *Rif-Raf*. Il le fait d'une façon qui, cette fois encore, sonne juste. Et si l'on est touché par ces personnages qui galèrent dans la banlieue de Manchester, c'est aussi qu'on y reconnaît les problèmes quotidiens que l'on rencontre tout autant du côté de la banlieue de n'importe quelle cité industrielle, ici, en France.

Une réserve toutefois. Dommage que Ken Loach n'ait pas pris plus de recul vis-à-vis de l'individualisme de son personnage, ou encore vis-à-vis d'autres aspects de sa personnalité. Pour Bob, catholique respectueux, la religion tient une grande place. Et elle tient aussi une bonne place dans le film qui nous apparaît du coup complaisant à l'égard de celle-ci et de son cérémonial. Ainsi par exemple, dans le film, les Travaillistes sont égratignés, et l'ironie, pas méchante, fait mouche. On aurait aimé que le curé du coin, qui est du côté du pauvre et fort sympathique au demeurant, "bénéficie" du même traitement...

Sylvie FRIEDMAN

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
à RENNES
à CARREFOUR 18
7, rue d'Espagne
de 16 h à 24 h
le samedi 23 octobre

LA FRONTERA

(La Frontière)

Ce film chilien se situe au milieu des années 1980, à l'extrême sud du Chili, dans un petit village perdu au bord de l'océan. Là, un professeur venant de Santiago est assigné à résidence pour avoir signé une pétition contre l'arrestation de l'un de ses collègues. Les autorités du général Pinochet au pouvoir l'ont arrêté, condamné et expédié loin de la capitale.

En fait, cet homme de la ville, cultivé, moderne, découvre dans son village d'adoption forcée un autre monde, peuplé de personnages surprenants, originaux, voire marginaux, et finalement très attachants. Il se trouve en quelque sorte placé à la "frontera", une frontière multiple. Celle d'abord de l'extrême sud du Chili, là où la limite entre la terre et l'eau du Pacifique devient mouvante. Mais aussi celle, imperceptible, entre la légalité et l'illégalité, entre le rêve et la réalité, entre aujourd'hui, hier et demain...

Avec en toile de fond la dictature et la difficulté à vivre des habitants du village, le metteur en scène raconte, avec beaucoup d'humour, une histoire sensible, pleine d'allusions accusatrices contre le régime chilien et, plus largement, contre toutes les dictatures.

L. P.

LE FUGITIF

L'histoire du docteur Richard Kimble, accusé à tort d'avoir assassiné sa femme et qui, en fuite, entreprend de retrouver seul le meurtrier tout en échappant au policier lancé à ses trousses, a fait l'objet d'une série télévisée assez célèbre.

La version de l'histoire sur grand écran, avec Harrison Ford pour incarner le héros et une mise en scène qui ne lésine ni sur les effets, ni sur les rebondissements, devient une aventure à grand spectacle qui tient en haleine. Mené à un train d'enfer, le film a beau durer plus de deux heures, il laisse passer le temps à toute allure.

Même pour ceux qui connaissent l'épilogue, ce film policier efficace est un très bon divertissement !

L. P.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE 1 an	LUTTE OUVRIÈRE 6 mois	LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Somalie

CLINTON ET SES ALLIÉS DANS LE BOURBIER SOMALIEN

Bernstein/Gamma

Les Etats-Unis, l'ONU, l'Italie et la France aimeraient bien pouvoir partir de Somalie sur la pointe des pieds. Clinton est sommé par son Congrès de s'expliquer sur sa stratégie. En France, le ministre de la Défense, Léotard, s'est fendu d'une déclaration dénonçant les "débordements" des opérations US. Il a même annoncé le départ "prochain" des troupes françaises, mais qui n'interviendrait cependant pas avant le 15 janvier prochain.

On est loin des fortes paroles qui avaient accompagné le débarquement militaire en décembre dernier. Selon Mitterrand, il fallait alors *"mener à bien dans un délai raisonnable l'opération"*. Chirac était *"favorable au droit d'ingérence humanitaire et à l'opération en cours"*. Barre surenchérissait : l'envoi de troupes était *"un progrès dans la vie internationale"*. Et on passe sur les Kouchner, et autre Voynet des Verts.

Aujourd'hui, le paravent humanitaire a été remisé. Lassées de ce triste rôle, les "organisations non gouvernementales", les ONG, ont largement plié bagage. Le nombre de leurs représentants est tombé de 123 à 44.

Un contingent de près de 30 000 soldats ne suffit plus à faire régner le "nouvel ordre mondial". Pourtant, c'est bien plus de soldats que du temps où le dictateur Siad Barré dominait le pays. Avec 25 000 hommes alors, son armée était considérée, proportionnellement au nombre d'habitants, comme la plus grande force armée d'Afrique.

En Somalie, les problèmes sont immenses. Là où il aurait fallu régler les problèmes d'éducation, de santé et assurer le retour de 800 000 Somaliens réfugiés dans les pays voisins, il règne désormais l'état de guerre. Les derniers affrontements ont blessé ou tué 1 500 Somaliens, contre quelques dizaines de soldats parmi les troupes US.

Malgré cet inégal bilan, la situation des troupes américaines n'est pas très bonne. Plusieurs fois, les troupes américaines ont dû faire appel à leurs alliés pour les épauler ou les dégager militairement. Seules les troupes saoudiennes, par exemple, pénètrent sans trop de mal dans le secteur contrôlé par les troupes d'Aïdid.

La "chasse au général Aïdid", qui jouait depuis quelque temps le rôle de bouc émissaire dans l'évolution de la situation, a tourné à la farce. Rien n'y a fait. Ni les meurtrières attaques contre sa résidence. Ni la récompense de 25 000 dollars (l'équivalent de 150 000 F). Aujourd'hui, les Etats-Unis et l'ONU se renvoient la balle pour savoir qui a eu cette mauvaise idée.

La vidéo de l'aviateur américain prisonnier des "rebelles" somaliens, montré à la télé, ou encore la vision d'un soldat US mort, traîné dévêtu par des Somaliens, sont venues réactiver dans l'opinion publique américaine, après le Vietnam, la crainte d'un nouveau bourbier, somalien cette fois. Le sort du peuple somalien ne pesait pas très lourd, mais cette émotion a obligé le président Clinton à s'activer, ou en tout cas à en donner l'impression, surtout après qu'un émissaire d'Aïdid est venu proposer aux représentants américains de libérer l'otage détenu et de rechercher une solution négociée...

"Nous partirons, mais à nos conditions" a précisé, rassurant, le président Clinton qui doit naviguer entre plusieurs écueils : ne passer ni pour un fauteur de guerre (43 % de l'opinion américaine serait pour un retrait immédiat), ni pour un "amateur" (deux tiers de l'opinion estiment que cet engagement est une "erreur"). Clinton annonçait, en parlant de se dégager, l'arrivée d'un nouveau contingent supplémentaire : 1 700 combattants, 104 blindés, un porte-avions et 3 600 marines qui resteront au large de la capitale Mogadiscio.

Clinton espère que ce nouveau déploiement de forces lui permettra de tirer son épingle du jeu sans écorner l'image de la puissance américaine, ni sa carrière politique ! Mais Aïdid entend, lui aussi, tirer quelques bénéfices de l'embarras des Etats-Unis. Il a refusé de libérer les otages US en préalable et s'active pour mobiliser la population contre la présence américaine.

La partie de poker menteur continue donc. Elle se mène pour l'essentiel sur le dos du peuple somalien pour qui Aïdid ne peut être qu'un nouveau Siad Barré. Qui l'emportera ? L'avenir nous le dira. Mais, en attendant, le conflit somalien montre aussi que faire régner le "nouvel ordre mondial" sur le dos d'un peuple, aussi petit soit-il, c'est infiniment plus facile à dire qu'à faire, même pour les plus grandes puissances du monde.

Jacques FONTENOY

AFP

Des Somaliens exhibent les vêtements d'un soldat américain tué.

Maroc

GRÈVE DE LA FAIM DANS LES PRISONS

Six prisonniers politiques de la prison civile de Fès viennent d'entamer une grève de la faim illimitée, le 7 octobre. Le 20 septembre dernier, en effet, le directeur de cette prison leur a interdit toute visite et ils sont, depuis cette date, complètement isolés du monde extérieur et leurs conditions d'internement ont empiré. La décision est d'autant plus arbitraire que depuis six ans, ces prisonniers avaient réussi à se faire reconnaître ce droit et que... dans cette même prison, les gros trafiquants de drogue qui y sont détenus, reçoivent, eux, toutes les visites directes qu'ils veulent, au vu et au su de tout le monde, en présence même du directeur de la prison et de son chef de détention.

C'est pour obtenir le rétablissement de ce droit élémentaire qu'ils entament une grève de la faim illimitée et en appellent à l'opinion publique marocaine et internationale. Il y a quelque chose de pourri dans ce royaume du Maroc. Hassan II peut jouer au démocrate et prétendre que la monarchie de droit divin serait établie sur *"un consensus de tous les Marocains"*. Effectivement, quand tout opposant peut être jeté en prison, sans même parler des bagnes, et y être traité pire qu'une bête !

C. B.

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995